

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 5 avril 2025**

J'ai renvoyé à la fin de la causerie plusieurs articles qui peuvent servir au besoin à étayer l'analyse de la situation que je propose, sur laquelle je suis revenu brièvement. Chaque fois, je ne traite que certains aspects, parce que le sujet est trop vaste pour tenir en quelques pages. En fait, je trace les grandes lignes qui serviront ensuite de points de repère pour nous aider à comprendre les développements à venir.

Je n'indique pas aux lecteurs comment ils doivent penser, j'essaie de leur montrer dans quelle direction regarder pour y voir plus clair. Je suis absolument convaincu que tous les matériaux nécessaires pour nous en sortir sont disponibles ou à notre portée, mais nous passons à côté, je n'ai pas encore trouvé celui qui permettrait de les sceller entre eux pour qu'ils tiennent tous ensemble.

Nous sommes plus nombreux qu'on ne le pense à posséder un petit bout de la vérité ou de ce puzzle, mais nous ne parvenons pas à les rassembler parce qu'il nous manque l'image ou la représentation du tableau que nous devons réaliser conforme à la réalité. Je n'ai pas fait de puzzle depuis plus de 40 ans, mais je me souviens que le tableau qu'il fallait reconstituer figurait sur l'emballage, cela aide indubitablement. Si on ajoute à cette difficulté que notre tableau en question n'est pas fixe, cela nous complique encore les choses. A nous d'essayer d'en avoir une vision la plus précise possible, tout en s'accordant une marge d'erreur suffisamment importante pour que nous soyons les plus nombreux à la partager, en évitant les procès d'intention inutiles ou les jugements à l'emporte-pièce qui nous obscurcissent la vue.

---

**On vit dans un monde merveilleux. Le pire exemple vient toujours d'en haut. Comment les barbares nous rançonnent et s'en vantent impunément.**

Tyrannie ou abus de pouvoir institutionnalisé, promue gouvernance, chantage et prise d'otages, kleptomanie sans frontière, racket international, pillage à l'échelle planétaire, vol en bande organisée, le tout assumé, revendiqué, commis en plein jour sans crainte de représailles, mieux que sur écran géant, du spectacle grandeur nature au cours duquel ils annoncent la couleur, on va vous en faire baver, on va vous saigner comme des porcs, les plus faibles seront éliminés par lots entiers au fur et à mesure, leurs restes une fois incinérés serviront d'engrais pour couvrir à titre posthume les frais qu'ils auront occasionnés, ainsi leur mémoire sera sauve ou respectée, personne ne pourra les accuser d'avoir profité indument de la générosité des mieux nantis qui auront la conscience tranquille, non mais alors, imaginez un peu qu'on jase ou que cela leur retombe dessus, de quoi auraient-ils l'air, une telle ingratitude serait le comble de l'injustice, ils méritent tellement mieux.

## **La menace. C'est celui qui le dit qui l'est.**

Stop ! Dès lors qu'il n'existe absolument aucune menace de guerre contre la France ou ses voisins de la part de la Fédération de Russie, tous les discours qui nient ce constat ont pour fonction à la fois de faire croire le contraire, et de fournir matière à alimenter une sorte de psychose collective permanente, sans laquelle ceux qui sont au pouvoir ne pourraient plus gouverner. Quant aux tenants de cette théorie, elle sert de caution à leur propre existence et de couverture à leur activité politique en tant que parasites au côté du régime despotique en place.

Pendant des décennies ou plus précisément depuis 1945, ils n'ont eu de cesse de justifier et par là promu la guerre comme moyen pour résoudre des conflits qu'ils avaient eux-mêmes fomentés ou déclenchés, contre des peuples qui jusque-là vivaient en paix et ne se connaissaient pas d'ennemis, hormis ceux qui les exploitaient et les opprimaient dans leur propre pays.

Si vous accordez le moindre intérêt à la rhétorique dans laquelle ils veulent vous enfermer en expliquant qu'une nouvelle guerre serait inéluctable, que vous le vouliez ou non vous accordez une légitimité à cette perspective, vous en devenez un agent quel que soit le discours que vous pouvez tenir par ailleurs ou les réserves que vous pourrez formuler par la suite, il faut donc la démasquer et la rejeter catégoriquement.

---

## **Retour à l'expéditeur.**

**Lu.**

Dans les semaines à venir, un manuel d'instruction de survie du gouvernement nous sera adressé.

Si vous souhaitez opposer un « *non* » franc et courtois à cette rhétorique de manipulation par la peur, voici la démarche :

1. Évitez d'ouvrir l'enveloppe : le courrier doit être intact pour que la Poste puisse le retourner sans frais.
2. Écrivez « *Retour à l'expéditeur* » : inscrivez clairement cette mention sur l'enveloppe, de préférence en lettres majuscules.
3. Rayez votre adresse : barrez votre adresse pour éviter toute confusion.
4. Déposez-le dans une boîte aux lettres de la Poste : placez le courrier dans une boîte aux lettres publique ou remettez-le à un guichet de la Poste.

---

## **Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. Morale sans conscience n'est que ruine de l'homme.**

La conscience ou l'absence de conscience a pour origine les conditions matérielles auxquelles sont confrontés les hommes en tant qu'acteur social, et la manière dont ils les interprètent.

On a prétendu que le progrès social favoriserait l'élévation du niveau de conscience des hommes, encore fallait-il qu'ils aient conscience qu'il était le produit d'un processus historique, ce qu'ils continuent d'ignorer, qu'il figurait parmi bien d'autres facteurs qui s'y opposeraient, dont l'inertie de l'histoire, ce qui explique pourquoi il ne se traduirait pas immédiatement ou forcément en termes de conscience politique, et le temps passant tout le bénéfice dont ils auraient pu en tirer se volatiliserait jusqu'à perdre la mémoire de son origine, et prêter au capitalisme des vertus qu'il n'a jamais eu, au détriment de la lutte de classe.

L'élévation de la conscience permet d'entrevoir notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression, la liberté, et enfin le bonheur. Et sur quoi repose cette conscience ? Sur la prise en compte des rapports qui existent dans la société à tous les niveaux, à commencer par les rapports sociaux de production ou d'exploitation entre dominants et dominés, qui ensuite vont servir en quelque sorte de modèle à tous les autres rapports sociaux, dont ceux entre les hommes et les femmes.

Vous aurez constaté qu'à aucun moment nous n'avons mentionné la morale, à laquelle se réfèrent en permanence des acteurs sociaux ou politiques, de simples citoyens transformés pour l'occasion en vulgaires délateurs, justiciers hystériques, inquisiteurs fanatisés, gestapistes, tyrans, qui s'octroient le droit de juger les idées et les comportements de l'ensemble de la population en fonction de critères subjectifs, guidés uniquement par des intentions individuels dissimulées ou idéologiques dont souvent ils n'ont même pas conscience.

A ce tribunal d'exception et ses procédés infâmes qui rappellent les pires dictatures du passé, participent évidemment tous les partis, les institutions et les médias, les réseaux dits sociaux, ce qui témoignent au passage du degré de pourriture atteint par le régime de la Ve République, rien de surprenant compte tenu de sa nature sociale.

Je dois avouer que je n'avais pas encore réfléchi à la morale sous cet angle-là, on y reviendra sans doute une autre fois, juste un mot qui m'est venu à l'esprit en prenant ma douche ce matin.

Si l'immense majorité des hommes n'ont pas atteint un niveau de conscience suffisant pour prétendre à la liberté et au bonheur, on en déduira que forcément ils devront subir le contraire ou leur négation, par conséquent ils seront privés de liberté et livrés à tous les malheurs qu'on peut imaginer, tel est leur destin à l'heure où j'écris ces lignes, n'est-ce pas ?

Dès lors, on peut se demander de quoi ou de qui on parle vraiment lorsqu'on évoque la morale. S'il ne s'agit pas de la morale d'êtres supérieurs, c'est qu'il s'agit de la morale d'êtres inférieurs, qui n'en ont pas fini avec la barbarie de toute évidence, qui sont plus proches de l'état animal ou sauvage dans bien des cas, plutôt que de l'homme dit civilisé ou moderne.

L'homo sapiens rustre ou inférieur privilégie ses pulsions ou émotions au détriment de la raison ou de la conscience qu'il n'a pas encore développée. Il agit avant de réfléchir, en admettant qu'il en soit capable. Il adopte le même comportement élémentaire qu'un animal guidé uniquement par son instinct, en fonction de son espèce pour assurer sa survie.

Chez les femmes qui ont déclaré la guerre aux hommes, ceux qui ont pour ennemi le CO2, les énergies fossiles, les Russes, la résistance armée palestinienne, etc. le niveau de leur morale, pour peu qu'on leur en attribue une, est comparable à celui d'un animal sauvage à la férocité exacerbée quand il se sent menacé, elle est étrangère à toute notion de civilisation. D'ailleurs, et on s'arrêtera là pour aujourd'hui, vous aurez pu observer qu'aucun d'entre eux ne citera les facteurs et rapports

auxquels j'ai fait référence plus haut, et pour cause ils appartiennent à un degré de civilisation ou de conscience supérieure qu'ils n'ont jamais atteint.

Dans l'aphorisme suivant remplacez humanisme par moral, cela fonctionne très bien : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

---

### **Pourquoi devraient-ils se gêner ?**

**Elon Musk est l'homme le plus riche du monde selon Forbes - fr.sputniknews.africa 01.04.2025**

Elon Musk, qui supervise le Département de l'efficacité gouvernementale des États-Unis, est en tête de la liste des milliardaires les plus riches du monde, établie par Forbes.

Sa fortune est estimée à 342 milliards de dollars.

Parmi les autres grandes fortunes, on retrouve:

Mark Zuckerberg, avec 216 milliards de dollars.

Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, qui possède 215 milliards de dollars.

Larry Ellison, fondateur du géant informatique Oracle, avec 192 milliards de dollars.

Côté africain, le roi du ciment nigérien Aliko Dangote se classe 83ème, avec une fortune évaluée à 23,9 milliards de dollars.

Plus de 3.000 personnes, avec une richesse combinée record de 16.100 milliards de dollars, figurent sur la liste. Pour la première fois, trois personnes possèdent une fortune de plus de 200 milliards de dollars. fr.sputniknews.africa 01.04.2025

---

### **Les cons osent tout... Pendant qu'il y en a qui expliquent que Trump privilégierait des moyens économiques plutôt que la guerre...**

**Les États-Unis multiplient les frappes sur le Yémen – RT 30 mars 2025**

J-C – Tout en continuant d'armer les nazis de Kiev et de Tel-Aviv...

## **Les masques de la dictature du capital tombent.**

### **Le délitement de la démocratie occidentale commence en France - Réseau Voltaire 3 avril 2025**

J-C - Le Réseau Voltaire est toujours plus mal inspiré ou vire ouvertement à l'extrême droite, au populisme de la même nature toute voile déployée en citant comme représentants "*des normes démocratiques*" le fasciste italien Salvini, le Hongrois Orban qui vient d'accueillir le nazi Netanyahu, Trump qui lui livre des armes ainsi qu'aux nazis ukrainiens, et qui bombarde le Yémen.

---

## **En famille.**

### **La Hongrie annonce son retrait de la Cour pénale internationale - RT 3 avr. 2025**

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a annoncé ce 3 avril que la Hongrie entamait officiellement son retrait de la Cour pénale internationale (CPI), jugeant que cette institution «a cessé d'être impartiale» et est devenue «un instrument politique». L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en visite officielle à Budapest. Ce dernier est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI pour des accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité en lien avec les opérations militaires menées à Gaza.

Benjamin Netanyahu a salué la décision de Budapest, qualifiant le retrait d'«acte courageux» et la CPI de «*structure corrompue*». Il a ajouté : «*C'est important pour toutes les démocraties. Il faut s'opposer à ces organisations biaisées*». Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a également remercié la Hongrie pour sa «position morale forte et claire en soutien à Israël».

La décision de la Hongrie s'inscrit dans une tendance mondiale de contestation de la légitimité de la CPI. Parmi les pays non membres figurent les États-Unis, Israël, la Chine et la Russie.

---

## **Mobilisation internationale des négriers d'hier et d'aujourd'hui. Capitalisme : Stop ou encore ?**

### **Lutte contre l'immigration clandestine: plus de 40 pays réunis à Londres - AFP 31 mars 2025**

---

## **En famille. L'instrumentalisation politique de l'extrême droite prend une tournure judiciaire.**

### **Qui a dit ?**

- Aujourd'hui, ce n'est pas seulement Marine Le Pen qui est injustement condamnée : c'est la démocratie française qui est exécutée.

Réponse : Jordan Bardella qui vient de s'afficher avec des sionistes nazis à Tel Aviv justifiant l'extermination du peuple palestinien.

## **Alors, qu'est-ce qu'ils font là en liberté ?**

### **Les députés français votent un texte prônant la prison plutôt que le bracelet électronique - RT 4 avr. 2025**

Le 3 avril 2025, les députés français ont adopté une proposition de loi marquant un tournant dans la politique pénale : faire de l'incarcération la règle plutôt que l'exception pour les courtes peines, reléguant le bracelet électronique au second plan.

Porté par le groupe Horizons lors de sa niche parlementaire, ce texte, voté par 63 voix contre 42, abroge l'aménagement obligatoire des peines de six mois ou moins, une mesure instaurée en 2019 sous Édouard Philippe pour désengorger les prisons.

Le texte rétablit ainsi la possibilité de peines fermes de moins d'un mois et étend les aménagements jusqu'à deux ans, contre un an auparavant. Soutenu par Horizons, le MoDem, LR et une partie du RN, qui y voit une réponse à l'insécurité, le projet a divisé l'hémicycle.

---

## **Il y a ce qu'ils racontent et il y a la réalité...**

On vous fait croire que les Bourses du monde entier seraient en train de s'effondrer, et que des sommes colossales partiraient en fumée... Or, s'il n'y a pas de fumée sans feu, il n'y a pas d'incendie qui n'aurait pas été provoqué délibérément dans un but bien précis, s'agissant de milliardaires, quel pourrait-il être, sinon recourir à un stratagème qui leur permettrait de s'enrichir davantage ou de consolider leur position au cas où elle serait gravement menacée ou les deux à la fois.

Les actions sont généralement surcotées en Bourse, elles font l'objet de spéculations effrénées comme chacun sait, il y a donc à parier que celui qui vend aujourd'hui à perte par rapport à ce qu'il aurait pu empocher la veille aura encore empoché une plus-value confortable par rapport au prix qu'il avait acquis les actions qu'il vient de revendre. O malheur, ils n'auront pas empoché les profits qu'ils escomptaient, sortez vos mouchoirs !

Lorsque vous achetez une action en bourse, où va l'argent ?

Où va l'argent lorsque la valeur d'une action chute ?

Lorsqu'une action est vendue, l'argent est converti en espèces, qui peuvent ensuite être utilisées pour acheter autre chose.

Dans quelle mesure s'agit-il d'une véritable destruction de richesse ?

Généralement très peu.

Le capital circule plus qu'il n'est détruit.

Dans des cas extrêmes, tels que l'effondrement du marché (généralement dû à une guerre, une révolution et parfois à une crise de la dette), la découverte de fraudes, etc.

Lorsque tout le monde veut vendre et qu'il n'y a pas d'acheteurs disposés à le faire, une action ou un actif est mis à zéro.

Dans certains cas, un actif peut atteindre des prix négatifs lorsque les gens doivent être payés pour posséder un actif. Les produits de base peuvent s'appliquer (c'est arrivé pour le pétrole et l'électricité), mais les actions ont une limite inférieure de 0 €.

Dans ce cas, il y a beaucoup de destruction de richesse. Un actif qu'ils pensaient valoir quelque chose se révèle ne rien valoir du tout.

Si une entreprise ne gagne pas d'argent (ses revenus ne sont pas supérieurs à ses dépenses) et que ses dettes sont supérieures à ses actifs et qu'elles ne seront jamais payées avec les revenus de l'entreprise, alors une entreprise n'a aucune valeur si c'est son état perpétuel.

Le marché boursier est-il un jeu à somme nulle ?

Au fil du temps, le marché boursier n'est pas un jeu d'achat et de vente à somme nulle, car les entreprises réalisent des bénéfices qui sont redistribués aux actionnaires.

La réponse de base simplifiée à la question "*qu'advient-il de mon argent lorsque la valeur d'une action baisse*" est que l'entité qui vous a vendu l'action la détient et que son prix a baissé en raison de l'offre et de la demande, et que l'argent est "*parti*" (jusqu'à ce que l'action remonte ou que vous le récupériez par le versement de dividendes et de distributions par la société).

Conclusion.

Lorsque vous négociez des actions, vous achetez et vendez essentiellement des parts de propriété d'entreprises. Le prix d'une action est ce que quelqu'un est prêt à payer pour l'acquérir à un moment donné.

Le but de la négociation est d'acheter à bas prix et de vendre à prix élevé. Vous réalisez un bénéfice lorsque le prix auquel vous vendez l'action est supérieur au prix auquel vous l'avez achetée.

Source : <https://www.broker-forex.fr/achat-action-ou-va-argent.php>

---

Si tous les Etats se détournaient des Etats-Unis, ne lui vendaient et ne lui achetaient plus rien, ils n'auraient plus rien à craindre, toute menace sur leur économie serait écartée. C'est tout à fait faisable, peut-être pas du jour au lendemain pour certains Etats, mais progressivement et rapidement c'est envisageable sans répercussion néfaste sur leur économie, bien au contraire.

C'est la proposition que vient de faire le président chinois au Premier ministre indien qui l'a bien accueilli, les échanges commerciaux entre les deux pays vont croître au détriment des Etats-Unis et leurs transactions seront réglées en monnaie locale en se passant du dollar. Sur chaque continent les Etats se tournent vers leurs voisins et les imitent. Pour autant, aucun Etat ne rompra avec les Etats-Unis, ils se sont trop compromis avec et ils le savent.

Autre élément.

Autrefois les puissances occidentales se sont développées et enrichies en pratiquant le protectionnisme, en imposant des droits de douane importants, à cette époque impériale et coloniale ils n'avaient pas de concurrents sérieux, ils pouvaient recourir à des méthodes de gangsters pour piller le monde entier et le tenir à leurs bottes, plus tard ils leur imposèrent leurs monnaies, le dollars, la livre sterling, le franc français, tous ces empires finirent par s'effondrer, seul le dollar résista à ce désastre pour finalement s'apercevoir qu'en trônant au milieu d'un désert industriel, il n'était qu'une monnaie d'échange ou qu'en soi il ne valait plus rien.

Autre élément.

Les mesures prises par Trump devraient ne devraient pas se traduire en principe par de l'inflation en occident comme les gouvernements et leurs médias l'annoncent, j'en veux pour preuve la baisse du prix du pétrole aux alentours de 63\$ le baril, nous consommons très peu de produits made in USA, c'est très marginal ou inexistant. En revanche, le gouvernement va en profiter pour allouer encore des fonds publics aux entreprises du CAC40, et les distributeurs pourraient en profiter pour augmenter leurs prix comme lors de chaque crise où ils s'enrichissent davantage, toute cette opération est destinée à rançonner les travailleurs du monde en entier, à leur faire payer les conséquences de la crise du capitalisme.

Autre élément.

Si tous les Etats envoient au total des milliers de milliards de dollars, les Etats-Unis vont se retrouver submerger de dollars, ce sont eux qui vont se retrouver confronter à une inflation incontrôlable, une masse de papiers sans valeur dont plus personne dans le monde ne voudra dans l'avenir. Qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir en foutre ? Régler leur dette ce qui devrait appauvrir ceux qui la détiennent, car en échange de leurs dollars, qu'ils ne comptent pas sur la Fed ou le Trésor pour leur convertir en or, ils n'en auraient pas assez et ils ne se déclareront pas en faillite, sauf s'ils y étaient contraints, ils l'annuleraient ce qui ruinerait tous ceux qui la possédaient, y compris les Chinois et les Japonais, ce qui n'aurait qu'un impact limité sur leur économie puisqu'elle repose sur le secteur industriel producteur de plus-value ou de richesse. Une fois les compteurs remis à zéro, ils ne pourraient pas repartir comme en 45 ou renouveler l'arnaque de Bretton Woods, les Etats-Unis très affaiblis ne devraient compter que sur eux-mêmes pour concurrencer les autres puissances avec lesquelles ils seraient condamnés à s'entendre et à partager le gâteau de l'économie mondiale jusqu'à la prochaine crise, si entre temps le prolétariat n'était pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction...

- Trump semble déterminé à gagner de l'argent au plus vite avec ses nouveaux tarifs, afin de réduire le déficit du budget fédéral, tant que la situation de l'économie américaine et mondiale le permet.

- Une mesure promise depuis longtemps, s'inscrivant dans sa stratégie «America First» pour stimuler la production nationale.

- *«Le 2 avril 2025 restera à jamais dans les mémoires comme le jour de la renaissance de l'industrie américaine, le jour de la reconquête du destin de l'Amérique et le jour où nous avons commencé à rendre l'Amérique à nouveau riche»*, a déclaré le président américain Donald Trump.

*«C'est à notre tour de prospérer et, ce faisant, d'utiliser des milliers de milliards de dollars pour réduire nos impôts et rembourser notre dette nationale. Tout cela se fera très rapidement»*, a déclaré le président.

- Dans un message publié vendredi 4 avril sur sa plateforme Truth Social, il a ainsi assuré qu'il ne *"changerait jamais de politique"*. *"Aux nombreux investisseurs qui viennent aux États-Unis investir d'énormes montants d'argent, sachez que je ne changerai jamais de politique. C'est un bon moment pour devenir riche, plus riche que jamais !"*, a écrit le président américain, en lettres majuscules.

Précision d'un internaute : Le pourcentage n'a rien avoir avec des taxes qu'imposeraient les pays au dépend des États-Unis... Les chiffres que donne Trump ne correspondent pas du tout. Ce ne sont pas des taxes mais un rapport entre le déficit commercial des États-Unis sur une zone d'échange et ses exportations. Les produits américains sont taxés normalement autour de 4% (moyenne).

Effectivement - Ces « *chiffres de la Maison-Blanche semblent correspondre en réalité au déficit commercial divisé par les exportations américaines* », comme le note Politico. D'où le chiffre de 39 % présenté pour l'Union européenne, quand l'Organisation mondiale du commerce (OMC) évoque plutôt un pourcentage autour de 3 % pour les droits de douane actuels réels.

---

**Lu.**

Par Pepe Escobar

Michael Hudson a mis le doigt sur le problème. Permettez-moi d'apporter une petite précision : *«Les sanctions et les menaces sont la seule carte qu'il reste aux États-Unis. Ils ne peuvent plus offrir aux autres pays une situation gagnant-gagnant, et Trump a déclaré que les États-Unis devaient être les grands gagnants de tout accord international qu'ils concluraient, qu'il s'agisse d'un accord financier ou commercial. Et si les États-Unis disent : Tout accord que nous concluons, vous perdez, je gagne»*, cette tactique d'extorsion mafieuse ne reflète pas exactement l'Art du Deal.

Le professeur Hudson décrit clairement les tactiques de négociation de Trump : *«Lorsque vous n'avez pas grand-chose à offrir sur le plan économique, tout ce que vous pouvez faire, c'est proposer de ne pas nuire aux autres pays, de ne pas les sanctionner, de ne pas faire quelque chose qui serait contraire à leurs intérêts»*. Or, avec la TTT ((Trump's Tariff Tizzy), Trump *«propose»* en fait de leur nuire à tous. Et ils investiront certainement dans toutes sortes de contre-tactiques pour *«échapper»* à cette *«stratégie»* de *«diplomatie»* américaine.

La TTT est avant tout une guerre commerciale contre l'Asie. Des droits de douane *«réciproques»* – mais pas vraiment réciproques – ont été imposés à la Chine (34%), au Vietnam (46%), à l'Inde (26%), à l'Indonésie (32%), au Cambodge (49%), à la Malaisie (24%), à la Corée du Sud (25%), à la Thaïlande (36%), au Myanmar (44%), frappé par un tremblement de terre, à Taïwan (32%) et au Japon (24%).

Eh bien, avant même la TTT, une première a été réalisée : le maître de piste du cirque a obtenu un consensus unique entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud pour que leur réponse soit coordonnée.

Le Japon et la Corée du Sud importeront des matières premières semi-conductrices de Chine, tandis que la Chine achètera des puces au Japon et à la Corée du Sud. Traduction : la TTT renforcera la *«coopération de la chaîne d'approvisionnement»* entre cette triade qui, jusqu'à présent, n'était pas vraiment très coopérative.

Ce que le maître de piste du cirque veut vraiment, c'est un mécanisme à toute épreuve – déjà en cours de développement par son équipe – qui impose unilatéralement le niveau de droits de douane que Trump peut imaginer, quelle que soit l'excuse : il pourrait s'agir de contourner la «*manipulation actuelle*», de contrer une taxe sur la valeur ajoutée, pour des «raisons de sécurité», peu importe. Et au diable le droit international. À toutes fins utiles, Trump enterre l'OMC.

Même les manchots taxés de l'île Heard, dans le Pacifique Sud, savent que les effets certifiés de la TTT incluront une hausse de l'inflation aux États-Unis, de graves difficultés pour ses entreprises délocalisées et, surtout, l'effondrement complet de la «*crédibilité*» américaine en tant que partenaire commercial fiable et digne de confiance, ce qui s'ajoutera à sa réputation certifiée de «*non-capable de conclure des accords*», comme le Sud mondial le sait si bien. > АНТ : Un empire rentier FIRE (financialization, insurance, real estate (financement, assurance, immobilier), comme l'a magistralement analysé Michael Hudson), qui a délocalisé ses industries manufacturières et a été englouti par une pile de fonds spéculatifs surendettés, de produits dérivés de Wall Street et de surveillance totalitaire de la Silicon Valley, décide finalement de se frapper lui-même.

---

### **Sans cinéma ou simagrée, offrons-nous un moment de détente.**

J-C - La meute des maccarthystes enragés est lâchée contre le droit à la défense et la présomption d'innocence. Vichy est de retour ou parodie de justice.

**Procès de Gérard Depardieu : près de 200 avocats dénoncent le sexisme du conseil de l'acteur, Jérémie Assous, dans une tribune publiée par "Le Monde" - franceinfo/AFP 28 mars 2025**

J-C – 200 sur 7000. Vous critiquez un juif, vous êtes antisémite, vous critiquez un africain, vous êtes raciste, vous critiquez un homosexuel, vous êtes homophobe, vous critiquez une femme, vous êtes sexiste ou misogyne, vous critiquez la France ou l'armée, vous êtes un traître, vous refusez un vaccin, vous êtes un criminel, vous n'admirez pas la police, vous êtes un voyou, vous ne soutenez pas le droit à la défense de l'Etat juif génocidaire, vous êtes un terroriste, vous ne soutenez pas l'Ukraine, vous êtes un russophile tyrannique...

**Procès de Gérard Depardieu : près de 200 avocats dénoncent le sexisme du conseil de l'acteur, Jérémie Assous, dans une tribune publiée par "Le Monde" - franceinfo/AFP 28 mars 2025**

Lors de leurs plaidoiries, les avocates des parties civiles avaient déjà dénoncé la violence des propos du conseil de l'acteur.

Près de 200 avocats appellent la justice à ne pas laisser la place au sexisme en audience, dans une tribune parue dans *Le Monde*, vendredi 28 mars. Ils réagissent à des propos de l'avocat Jérémie Assous, qui a défendu Gérard Depardieu lors de son procès pour "*agressions sexuelles*", qui s'est achevé jeudi et a été marqué par de nombreuses attaques de l'avocat contre les plaignantes et leurs conseils. "*Le sexisme contre les avocates ne doit plus avoir sa place en audience*", clame les signataires du texte, qui regrette "*le mutisme absolu du tribunal dans son ensemble*" et "*l'absence de réaction de l'ordre des avocats*" face aux invectives de Jérémie Assous.

L'avocat de Gérard Depardieu, qui était jugé pour des agressions sexuelles sur deux femmes, "*s'en est donné à cœur joie en matière de sexisme et de misogynie, allant bien au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler, même de manière extrêmement large, les 'droits de la défense'*", estime la tribune. Lors de leurs plaidoiries, les avocates des parties civiles avaient dénoncé la violence du

procès, décrivant une stratégie sexiste et agressive de Jérémie Assous, qui s'en était pris à elles et qui avait aussi traité les plaignantes, Amélie et Sarah, de "menteuses" et d'"hystériques".

*"Une justice qui tolère le sexisme, sans rien dire, pour des raisons de gestion comptable ou administrative, n'est pas à la hauteur des enjeux actuels", poursuit la tribune. "Et la justice, cela implique formellement, légalement, constitutionnellement, le respect des femmes en tant que femmes, a fortiori quand elles sont présentes dans cette enceinte en tant qu'avocates", conclut-elle.*

*"Il existe des règles en la matière, et une police de l'audience et de règlement des comportements des avocats à l'audience", réagit le barreau de Paris, sollicité par l'AFP. "Toutes les parties prenantes auraient pu saisir le bâtonnier, mais ça n'a pas encore été le cas, souligne-t-il. Nous étudierons, le cas échéant, s'il y a eu des manquements au regard de la déontologie."*

### **Procès de Gérard Depardieu : « Le sexisme contre les avocates ne doit plus avoir sa place en audience » - Le Monde 28 mars 2025**

Pendant les quatre jours du procès de l'acteur, l'avocat de celui-ci, M<sup>e</sup> Jérémie Assous, a lancé des invectives sexistes à ses consœurs. Dans une tribune au « Monde », un collectif d'avocates et d'avocats appelle la justice à ne pas laisser passer ces méthodes.

« Madame », « Chère amie », « Mademoiselle », « Allez pleurer », « C'est quoi ce rire d'hystérique ? », « C'est insupportable, déjà votre voix, c'est dur »... Voilà quelques morceaux choisis de ce qu'il fut donné à entendre au public du tribunal judiciaire de Paris lors de l'audience correctionnelle visant un acteur célèbre. Le Monde 28 mars 2025

J-C – C'est tout, il n'y a aucune invective là-dedans. Tout est dit ici, excellent ! Une pure invention pour interdire à son avocat de s'exprimer, parce que le dossier de l'accusation est vide en réalité.

---

**Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.**

**La parole est aux justiciers, aux redresseurs de torts, aux tyrans.**

La comédienne française Vahina Giocante, qui a joué aux côtés de l'acteur Gérard Depardieu à plusieurs reprises au cinéma, a révélé vendredi 28 mars sur Facebook avoir été témoin à plusieurs reprises d'agressions sexuelles et de paroles "crasses" lors de tournages ces dernières années. France Info 28 mars 2025

J-C - Ce qu'ils appellent "agressions sexuelles" ne concernent ici en l'occurrence que d'éventuels gestes déplacés éphémères, sans relation sexuelle d'aucune sorte, comme en sont auteurs des millions d'hommes jeunes et moins jeunes, et victimes autant de femmes de tout âge sans que cela porte à conséquence depuis la nuit des temps.

**Comment fonctionne leur accusation ?**

- "Je l'ai vu de mes yeux " et " je l'ai entendu de mes pauvres oreilles ".

Elle a vu quoi ou entendu quoi de si terrible ? Que dal ! Peu importe, il doit répondre de ses actes, il est coupable et il doit être lourdement sanctionné pour l'exemple, comme en 1917

Il ne reste plus ensuite qu'à réaliser un amalgame ou un transfert de signification et de portée entre les deux, pour accentuer la gravité des faits reprochés, de manière à justifier la condamnation de son auteur, alors qu'en réalité il s'agit de faits anodins et de paroles sans conséquence auxquelles il sera accordé un intérêt excessif ou démesuré, compte tenu qu'ils sont demeurés sans suite ou sans lendemain, juste pour nuire à l'accusé ou dans le but d'en tirer un profit individuel quelconque, voire une dédommagement financier.

Ces prostituées agissent à la manière des redresseurs de torts de l'Inquisition, de toutes les dictatures.

France Info - La comédienne espère que le procès de Gérard Depardieu "*contribue à définir plus clairement les contours des limites nécessaires pour redresser notre société défailante*". France Info 28 mars 2025

Elle se destine donc de "*redresser notre société défailante*", rien de moins, pour qui se prend-elle, comme tous les tyrans du reste. Nous, nous souhaitons juste nous débarrasser du capitalisme pour que les rapports entre les hommes et les femmes soient moins égoïstes et mutuellement plus respectueux, plus heureux, car il y aurait autant à dire du comportement des femmes envers les hommes, qu'elles harcèlent psychologiquement, c'est moins visible, plus sournois, sans témoin le plus souvent, plus nuisible ou dévastateur.

Si on devait juger les comportements ayant témoigné ne serait-ce qu'une fois ou un jour un manque de respect envers quelqu'un, il faudrait condamner et embastiller la quasi-totalité des hommes et des femmes. Voilà le modèle totalitaire de société auquel aspirent ces despotes, ces demeures, qui par la profession qu'elles ont choisie, ont épousé le statut de prostituée, qu'au demeurant elles assument très bien ici.

Quand elles signent un contrat avec un producteur, elles s'engagent dans les scènes où elles joueront, à se faire palper, peloter, embrasser, à se dénuder, à simuler des actes sexuels, etc. le tout avec un tas d'hommes ou de femmes qui leur sont étrangers sans que cela les répugne, n'est-ce pas, sachant pertinemment que dans ce milieu les prolongations ont lieu hors tournage...

---

### **Enquête sociologique sur les Français plutôt rassurante.**

**Médias, peur et mensonges : les Français disent stop selon un sondage exclusif France-Soir/BonSens.org – partie IV - BonSens.org & France-Soir 02 avril 2025**

France-Soir et l'association BonSens.org poursuivent leur série d'enquêtes sociologiques avec une troisième vague réalisée les 27 et 28 mars 2025 par MIS Group. Après les sondages de janvier et février 2025, qui révélaient une crise de confiance envers la gestion d'Emmanuel Macron, l'opacité sur les effets secondaires des vaccins Covid-19 et un rejet massif des institutions, ce nouvel article explore comment les Français s'informent et quelles sont leurs peurs.

53 % des Français déclarent avoir abandonné la presse mainstream, tandis que 44 % privilégient les médias alternatifs contre 42 % pour les sources traditionnelles.

Une étude du Reuters Institute (Digital News Report 2023) avait montré qu'en France, la confiance dans les médias traditionnels était tombée à 29 %, l'une des plus faibles d'Europe, poussant les citoyens vers des sources alternatives comme les réseaux sociaux.

62 % des sondés jugent que les médias télévisés mainstream manquent totalement d'objectivité, un constat partagé par 43 % concernant la presse papier (L'Express, Le Point, Le Parisien).

Pourtant, l'État a injecté des centaines de millions d'euros en aides et subventions pour garantir le « pluralisme ». En 2023, selon la Cour des Comptes, les aides directes à la presse s'élevaient à environ 120 millions d'euros par an, sans compter les exonérations fiscales et les soutiens exceptionnels post-Covid. Malgré cela, la population perçoit un manque criant d'indépendance, ce qui alimente la défiance. Face à un budget de l'État jugé trop lourd et à ces aides inefficaces, 50 % des Français exigent leur suppression totale, une tendance stable sur les trois vagues d'enquête.

84 % des Français estiment que les médias exacerbent leurs peurs, et 87 % ressentent une anxiété croissante liée à l'information.

Pour 79 %, distinguer le vrai du faux devient une mission impossible, tandis que 61 % dénoncent une science manipulée par les politiques et les médias. Enfin, 77 % perçoivent le mensonge comme omniprésent en politique, sans réelle sanction – contrairement aux États-Unis, où le parjure est pénalement répréhensible. Ce sondage vient corroborer l'étude de l'INA (2021) sur la couverture médiatique de la covid-19 qui a montré que les chaînes d'info en continu diffusaient 70 % de contenus anxiogènes, contribuant à une perception amplifiée des risques.

Les Français consacrent en moyenne plus d'une heure par jour à s'informer : 52 % y passent une heure, 23 % plusieurs heures et seuls 6 % s'informent rarement (moins d'une fois tous les 4-5 jours).

La télévision reste le média dominant (56 % la consultent quotidiennement), suivie du smartphone (44 %), devant la radio (35 %) et l'ordinateur (29 %). Les newsletters (46 % de non-lecteurs) et la presse papier (39 %) perdent du terrain.

Paradoxalement, bien que 62 % critiquent l'absence d'objectivité des médias télévisés, une majorité continue de les regarder quotidiennement, signe d'une dépendance ou d'un manque d'alternatives perçues. Selon le baromètre La Croix 2023, 55 % des Français utilisaient encore la télévision comme source principale d'information, malgré une confiance en baisse (36 %), illustrant cette dépendance historique.

94 % cherchent à comprendre ce qui se passe autour d'eux, 31 % veulent s'enrichir intellectuellement via des analyses d'experts, et 23 % recherchent des sujets de conversation.

Côté contenu, 58 % plébiscitent les articles courts (2-5 minutes), 44 % les vidéos factuelles, 42 % les entretiens approfondis, et 38 % les courts formats des réseaux sociaux. Les dossiers d'investigation (23 %) et les livres (14 %) séduisent moins, reflétant une préférence pour l'instantané.

58 % favorisent l'audio (écouté en voiture ou en mouvement), mais 50 % apprécient aussi les analyses écrites exigeant plus d'attention, révélant un fossé générationnel entre information rapide en surface et quête de compréhension plus complète.

En 2023, le Reuters Institute avait noté que 40 % des Français préfèrent les formats courts en ligne, une tendance portée par les moins de 35 ans, tandis que les plus âgés restent attachés aux formats plus traditionnels.

29 % ne vérifient pas les informations, souvent par manque de temps. 33 % se fient à l'avis d'experts ou journalistes mainstream, 20 % à ceux des médias alternatifs, et seulement 20 % consultent Wikipédia.

Les fact-checkers, utilisés par 6 %, sont délaissés au profit des « *notes de la communauté* » (popularisées sur les réseaux sociaux). En 2024, Mark Zuckerberg a réduit l'usage des fact-checkers sur Meta, privilégiant l'intelligence collective face aux critiques sur leur partialité. De plus en 2023, l'étude Edelman avait montré que seulement 18 % des Français font confiance aux journalistes pour vérifier les faits, expliquant le faible recours aux fact-checkers professionnels.

Si 50 % rejettent les subventions aux médias, 57 % ne souhaitent pas non plus financer la presse indépendante. Parmi les 43 % prêts à le faire, 16 % optent pour un abonnement mensuel, 15 % pour des magazines numériques, et 17 % pour des dons.

40 % des Français soutiennent le financement d'associations défendant l'intérêt général, et 28 % celui de la presse indépendante, signe d'une volonté de réinventer la démocratie directe.

89 % des Français redoutent une dégradation économique, 80 % une hausse des inégalités, et 58 % craignent de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins. Seuls 48 % se sentent protégés par les mesures de l'État, miné par une dette publique jugée alarmante. En 2025, la dette française dépasse 120 % du PIB, selon les projections du FMI.

L'INSEE rapportait en 2023, une inflation de 4,9 %, alimentant déjà les craintes économiques, un sentiment qui semble s'être amplifié en 2025 selon les données de l'enquête.

Sur le climat, 74 % s'inquiètent pour l'avenir malgré 77 % qui réclament une révision des politiques officielles. Les avancées scientifiques rassurent 69 %, mais les risques sanitaires divisent (48 % préoccupés, 47 % indifférents). Seuls 39 % craignent une nouvelle crise comme la covid-19, bien que 51 % critiquent la gestion passée.

80 % des Français trouvent du réconfort dans la famille et les amis, et 76 % dans la solidarité. 54 % puisent dans la spiritualité une forme de paix, signe d'un pragmatisme qui contraste avec les élites politiques et leur « foi en la science » affichée durant la crise covid.

59 % des Français assument d'être qualifiés de complotistes sur certains sujets, et 68 % ne craignent pas le rejet social.

Enfin, 79 % des sondés redoutent un usage abusif de leurs données personnelles. En 2023, une étude CSA montrait que 72 % des Français s'inquiétaient des données personnelles, une peur renforcée par les scandales de surveillance numérique comme Pegasus (Le Monde, 2021).

<https://www.francesoir.fr/politique-france/medias-peur-et-mensonges-les-francais-disent-stop>

## **Mes commentaires adressés à différents blogs.**

### **Article : Le Monde d'après**

- Il y a un biais dans cette analyse, je n'ai pas le temps de m'y attarder, une question seulement : au cours des dernières décennies, le formidable essor économique de la Chine, puis de l'Inde, a-t-il eu lieu avec ou sans un énorme transfert de capitaux et de technologies provenant de puissances occidentales ?

Selon la réponse à cette question, soit la rhétorique sur les Brics demeure valable, soit elle s'écroule ; Croyant connaître la réponse, je pencherai pour la seconde version. En fait, c'est un peu plus complexe...

---

### **Article : La guerre en Ukraine et l'aggravation de la folie en Europe**

– La question déroutante de savoir pourquoi les pays poursuivent parfois des politiques qui sont fondamentalement contraires à leurs propres intérêts. Cette question a acquis une pertinence...

Mauvaise question.

C'est une question stupide surtout, les chefs d'Etat ou de gouvernement sont guidés par les intérêts du capitalisme avant tout, les intérêts de leur propre peuple passent après ou à la trappe.

C'est le b.a.-ba de l'économie politique, à condition d'avoir à l'esprit que ce sont les rapports économiques ou sociaux qui déterminent l'ensemble de l'économie et de la société, et de ne pas nier l'existence de la lutte des classes qui découlent des inégalités sociales à l'origine des rapports sociaux...

---

### **Article : Les partisans de Trump ne peuvent plus dire que Trump n'a jamais déclenché de guerre**

- Il vaut mieux éviter de prendre au sérieux toutes les conneries que peuvent débiter Macron et Trump, qu'on peut lire dans tous ces articles, et surtout ceux qui figurent dans les commentaires où on touche le fond, c'est pitoyable, un asile de fous !

---

### **Article : Trump est désormais en guerre contre l'Iran**

- Pendant qu'on voudrait nous faire que la France a adopté l'économie de guerre, ce qui est une vue de l'esprit, que la guerre avec la Russie est inéluctable, au tour de la guerre des Etats-Unis déjà déclenchée contre l'Iran.

Tous ceux qui tiennent ces discours, sont calés sur la propagande officielle qu'ils relaient à leur manière.

A quel moment s'occupent-ils réellement de nos intérêts ? Quand est-ce qu'ils prennent en compte les aspirations des peuples, des travailleurs pour les faire avancer ? Apparemment jamais, cela ne les intéresse pas visiblement. Alors dans quel camp jouent-ils ? Pas vraiment le nôtre.

---

### **Article : Trump déploie des bombardiers «à capacité nucléaire» à portée de frappe de l'Iran**

– Cela signifie qu'Israël entraîne les États-Unis dans une guerre ingagnable, et qui mettra tragiquement fin à l'âge d'or américain.

On dirait que l'auteur exprime un regret, vous ne trouvez pas ?

– Qu'est-ce que tout cela signifie ?

J'ai l'impression qu'ils racontent n'importe quoi. A quoi servent ces articles ?

---

### **Réponse à un lecteur.**

- Ce qui m'intéresse dans un article, ce sont les faits ou données qu'il contient, ensuite, la manière dont ils sont présentés ou l'interprétation qui en est faite, qui fournit une indication sur, à la fois l'orientation politique de l'auteur et de son article, ce à côté de quoi passeront la plupart des lecteurs, alors que c'est ce qui viendra inconsciemment se greffer dans leur subconscient et orientera leurs idées et leurs comportements à leur insu.

Sans aller jusqu'à affirmer que c'était l'intention de son auteur, il pouvait très bien avoir conscience qu'il manipulerait la conscience de ses lecteurs compte tenu de leur naïveté ou ignorance, ceux qui publient ces articles également. Disons que d'une manière détournée, c'est une façon de se livrer à de la propagande à bon compte sans que personne s'en aperçoive, la preuve !

---

### **Article : De la guerre par procuration à la crise systémique : l'Occident et sa scission intérieure**

- Cela étant, je crois que la question essentielle ne consiste pas dans "*une opposition entre les USA et l'UE*", mais entre les différents clans de l'oligarchie parmi les plus puissants, entre celui qui admet que les Occidentaux ne sont plus en mesure de servir de volant d'entraînement à l'économie mondiale, et qu'ils doivent faire des concessions aux nouvelles puissances (Brics+), à leurs concurrents les plus sérieux, passer des compromis avec tous les autres États moins puissants qui revendiquent le respect de leur souveraineté, et celui qui s'y refuse obstinément, car il estime que leur hégémonie sur le monde ou le marché mondial est légitime compte tenu de ce qu'il leur a coûté au cours des XIXe et XXe siècles...

---

## Article : Haute trahison et collaboration en Europe

– « Et bien rares sont encore les gens à comprendre que le simple fait de rallier les forces armées allemandes ne constituait pas une instance clairement définie de «collaboration», puisque bien souvent, les hommes qui le firent étaient animés d'un désir sincère de combattre le communisme. Nombreux étaient les Européens à exécuter le communisme soviétique, qui étaient prêts à risquer leur vie pour empêcher que l'Europe de l'Ouest tombe sous le joug communiste, une chose qui apparut à certaines périodes comme tout à fait possible. »

Ce qu'on comprend parfaitement, c'est que pour The Unz Review, rallier « la Wehrmacht et la SS » était légitime du moment que c'était pour « combattre le communisme ».

Si vous vous demandiez encore quelle était la nature sociale de cette officine anglo-saxonne, pour qui elle roulait et quel était son ennemi, vous avez la réponse, le même que pour le Forum économique mondial, les Global Young Leader, l'OTAN, Trump et Macron entre autres.

Quant aux personnes qui s'en prirent à des civils au lendemain de la guerre, ce n'étaient pas des communistes, même si certains d'entre eux prétendirent l'être. Comme disait Marx en substance, ce n'est pas ce que les gens pensent d'eux-mêmes qui comptent, mais leurs actes. Engels précisera qu'on combat un régime et non des personnes. C'est aussi le principe qu'avait adopté Robespierre qui sauva la vie à bien des aristocrates injustement condamnés à mort.

---

### France.

#### L'opposition parlementaire était déjà morte.

**"Un angle mort": l'Assemblée adopte un texte pour renforcer le contrôle d'un gouvernement démissionnaire - BFMTV 3 avril 2025**

Les députés ont adopté ce mercredi 2 avril à l'unanimité une proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement d'un gouvernement démissionnaire chargé d'expédier les affaires courantes, un cas de figure qui s'est répété par deux fois l'année dernière.

Fait rare, le texte a été adopté en première lecture avec les voix de députés de l'ensemble des groupes politiques. BFMTV 3 avril 2025

---

### Macron "au-delà de l'extrême droite" : un sioniste nazi.

**"Au-delà de l'extrême droite" : Macron dénonce un antisémitisme qui essaime à "l'extrême gauche" - BFMTV 3 avril 2025**

"Le poison antisémite n'est constitué que d'un seul ingrédient, la haine (...) une haine née à l'extrême droite, qui a prospéré à l'extrême droite et qui a su essaimer au-delà de l'extrême droite", a-t-il lancé lors de la remise du prix, dédié à la lutte contre l'antisémitisme, à l'Elysée.

"Et aujourd'hui malheureusement jusqu'à certains rangs de l'extrême gauche et de la gauche pour qui l'antisionisme fait office d'alibi à l'expression de l'antisémitisme", a-t-il ajouté.

*"Il ne suffit pas d'être contre l'extrême droite pour être pour la République lorsqu'on propage des propos antionistes et antisémites, de la même façon qu'il ne suffit pas d'être contre l'extrême gauche pour protéger les Juifs quand on va au secours de ceux qui ont eux-mêmes servi le négationnisme", a martelé Emmanuel Macron.*

---

## **A quoi bon se casser la tête...**

### **Ce que prévoit la réforme de la formation des enseignants, présentée vendredi par François Bayrou et Elisabeth Borne - franceinfo/AFP**

Les concours de l'enseignement seront désormais organisés à bac+3 et les deux années de master seront consacrées à une formation rémunérée et pensée pour être plus professionnalisante.

Alors que les concours pour devenir enseignant (le CRPE et le Capes) ont actuellement lieu à bac+5, la réforme prévoit d'organiser un concours de recrutement à bac+3, en fin de licence, pour les enseignants du premier degré (écoles maternelles et élémentaires) comme du second degré (collèges et lycées). Cette réforme sera mise en œuvre dès le printemps 2026. L'ancien et le nouveau concours coexisteront dans un premier temps, aux printemps 2026 et 2027, avant la disparition du concours à bac+5 en 2028. Le concours de l'agrégation, également programmé après deux années de master, n'est en revanche pas concerné par la réforme.

Une fois le concours en poche en fin de L3, les futurs enseignants suivront désormais une formation professionnalisante lors de leurs deux années de master, et seront rémunérés dans le cadre de ce parcours. En M1, ils deviendront élèves fonctionnaires et toucheront 1 400 euros nets mensuels. En M2, ils obtiendront le statut de fonctionnaires stagiaires et gagneront 1 800 euros nets. Le coût supplémentaire lié la mise en place de cette réforme est estimé à 26 millions d'euros en 2026, 294 millions en 2027 et environ 500 millions par an à partir de 2028.

En contrepartie, les futurs enseignants devront s'engager à exercer le métier de professeur pendant une période de quatre ans. Et une plus grande part de leur emploi du temps sera consacrée à enseigner devant des élèves. En M1, les étudiants passeront un tiers du temps, soit près de 12 semaines, en stage d'observation à la pratique accompagnée, durant lequel ils seront accueillis par des enseignants dans leurs classes. Puis, en M2, ils enseigneront 50% du temps, dans le cadre de stages en responsabilité.

Pour préparer le concours du premier degré, une licence spécifique de préparation au professorat des écoles sera mise en place à partir de la rentrée 2026.

Selon *Les Echos* les aspirants professeurs qui s'inscriront à cette nouvelle formation passeront moins d'épreuves, lors du concours en fin de troisième année, que les étudiants issus d'autres licences.

Actuellement, les aspirants enseignants peuvent suivre n'importe quelle licence, s'ils veulent exercer en primaire, ou une licence de la discipline qu'ils souhaitent enseigner, s'ils visent le secondaire. Ils rejoignent ensuite un master spécialisé (MEEF) pour préparer les concours à bac+5. Les formations MEEF disparaîtront progressivement d'ici à 2027, remplacées par les nouveaux masters professionnalisants. De premiers modules de cours préparatoires aux nouveaux concours seront lancés à la rentrée 2025.

## **Instrumentalisation par et pour le compte de l'Etat profond**

### **Blague de Bayrou sur Burger King : le boycott des marques américaines par les Français prend forme - RT 29 mars 2025**

Alors qu'une remarque humoristique du Premier ministre français François Bayrou concernant Burger King a fait sourire, la France connaît un phénomène inhabituel, celui du boycott croissant des marques américaines, motivé par des considérations économiques, politiques et sociétales, pouvant s'inscrire dans la durée. RT 29 mars 2025

J-C - Tout est dit ici ou presque, car comment expliquer autrement ce "phénomène inhabituel" sinon qu'il a été promu par en haut, et vous remarquez que les *"considérations sociétales"* qui appartiennent à la rhétorique du Forum économique mondial ont fait passer à la trappe celles sociales.

Il s'agit d'une grotesque opération politique de manipulation des consciences recourant à une méthode de marketing destinée à faire un flop parce qu'elle s'adresse en priorité aux bobos BCBG ou aux CSP+ parisiens et des grandes villes, aux petits bourgeois écolos écervelés, aux intellectuels conformistes dégénérés, bref, aux nantis connus pour leur hypocrisie et qui sont minoritaires dans la société, elle s'inscrit dans le cadre de la propagande de guerre de Macron, qui lui n'a pas du tout l'intention de rompre les relations avec les Etats-Unis.

J'en veux pour preuve le dernier paragraphe de l'article de RT :

RT - Cependant, d'autres études dressent un tableau moins idyllique. Par exemple, selon Ipsos, les jeunes adultes (18-34 ans), bien que 69% d'entre eux estiment le boycott comme un moyen de pression efficace, ne sont que 38% à envisager réellement de boycotter des marques high-tech américaines, contre seulement 23% chez les 55-75 ans. En d'autres termes, malgré les positions politiques exprimées, la tentation de posséder les derniers modèles tels que l'iPhone 16e ou le Google Pixel 9a reste forte. RT 29 mars 2025

J-C - Question : Qui peut se payer *"les derniers modèles tels que l'iPhone 16e ou le Google Pixel 9a"* ? Vous connaissez la réponse.

---

### **Trump : la lettre qui fait trembler les patrons français et réagir Bercy - lesechos.fr 28 mars 2025**

Plusieurs dizaines d'entreprises tricolores se sont vues adresser un courrier de l'ambassade des Etats-Unis. Elles sont sommées de renoncer à toute forme de discrimination positive, sans quoi elles risquent de perdre l'accès aux appels d'offres de l'Etat fédéral. Une nouvelle forme d'extraterritorialité qui sème le trouble dans le milieu des affaires.

Dans ce document, il est par exemple écrit que *"tous les contractants du Département d'Etat doivent certifier qu'ils n'exploitent aucun programme de promotion de la DEI (Diversité, équité et inclusion) qui viole les lois anti-discrimination applicables et conviennent [les contractants] que cette certification est essentielle aux fins de la décision de paiement du gouvernement et donc soumise à la loi sur les fausses déclarations"*. lesechos.fr et FranceInfo 28 mars 2025

## Etats-Unis.

### **Donald Trump annonce des droits de douane réciproques pour « le monde entier » - Le HuffPost 3 avril 2025**

Dans un discours depuis les jardins de la Maison Blanche, le président américain annonce la signature d'un décret pour aligner les taxes d'importation sur celles de ses partenaires.

C'est le jour de la « *déclaration d'indépendance économique* » des États-Unis, a-t-il martelé. Donald Trump a signé ce mercredi 2 avril un décret pour appliquer des droits de douane réciproques dans le monde entier. Une mesure, qui, selon lui, va faire « renaître » l'industrie américaine et de mettre fin au « *pillage* » de son pays.

Concrètement, c'est la loi du talion. Cela consiste à imposer aux autres pays le même taux de douane qu'ils appliquent aux produits américains. Ou comme le dit Donald Trump avec ses mots : « Ils nous font payer ça donc nous leur faisons payer ça ».

L'offensive de la Maison Blanche s'articule ainsi : un droit de douane plancher de 10% sur toutes les importations, auquel s'ajoutent des surtaxes pour certains pays jugés particulièrement hostiles en matière commerciale. Ces surtaxes sont calculées de manière à refléter aussi les barrières dites non tarifaires mises par ces pays à l'entrée de produits américains, par exemple des réglementations sanitaires et des normes environnementales.

En matière de commerce, le républicain estime que, parfois, « *l'ami (est) pire que l'ennemi* ». Citant notamment la Chine et l'Union européenne, le républicain s'est insurgé dans son discours : « *Ils nous arnaquent. C'est tellement triste à voir. C'est tellement pathétique.* »

Sortant un tableau, le locataire du Bureau ovale a aussi annoncé 31 % de taxes sur les importations en provenance de Suisse, en réponse à des tarifs douaniers de 61 % perçus par la Suisse sur les produits américains. Les taux ont été fixés à 24% pour le Japon et 26% pour l'Inde et 10 % pour le Royaume-Uni. Et si la Russie n'est pas mentionnée dans cette annonce, La Réunion - département français de l'océan Indien - se voit imposée 37% de frais de douane.

« *Nous allons être gentils* », a-t-il poursuivi, justifiant : « *nous n'allons faire payer que la moitié des douanes qu'on nous a fait payer (...). L'Union européenne nous fait payer 39 %, on va leur faire payer 20 %.* »

Le président américain déclare également d'imposer 25 % de taxes additionnelles sur les voitures fabriquées à l'étranger et pièces détachées importés, évoquant une menace pour la « *base industrielle* » et la sécurité nationale américaine, « *à partir de minuit* ».

« *Aucune de nos entreprises n'est autorisée à entrer sur les marchés étrangers. Et je parle ici aussi bien des alliés que des ennemis et dans bien des cas, les alliés sont pires que les ennemis en matière de commerce* », a-t-il déclaré, avant de dénoncer des « *déséquilibres horribles* » responsables, selon lui, « *de la désindustrialisation du pays* ».

Washington précise que les nouveaux droits de douane entreront en vigueur le 5 avril pour les taxes de 10% sur tous les produits entrant aux Etats-Unis, et le 9 avril pour les droits de douane majorés visant des géants comme la Chine et l'Union européenne. Le HuffPost 3 avril 2025

## **Reuters : les États-Unis mécontents du projet de l'Europe d'acheter moins d'armes américaines 2 avr. 2025**

Washington a mis en garde les pays européens contre les conséquences d'un refus d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis, écrit Reuters. *«Des responsables américains ont dit à leurs alliés européens vouloir qu'ils continuent d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis, alors que l'Union européenne a récemment pris des mesures pour limiter la participation des fabricants américains aux appels d'offres d'armement»*, déclare la publication, citant cinq sources anonymes.

Selon l'agence, ces informations, relayées par Washington ces dernières semaines, s'inscrivent dans le cadre des mesures prises par l'UE pour encourager l'industrie militaire européenne tout en limitant potentiellement les achats de certains types d'armes fabriquées aux États-Unis.

Selon les sources de l'agence, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a fait savoir le 25 mars aux ministres des Affaires étrangères de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie que les États-Unis voulaient continuer à participer aux marchés publics de défense de l'UE. Il a averti les fonctionnaires qu'une exclusion des entreprises américaines des appels d'offres européens serait perçue négativement par Washington.

À la mi-mars, la Commission européenne a dévoilé une proposition de défense appelée ReArm Europe, qui comprend un plan d'emprunt de 150 milliards d'euros pour fournir des prêts aux gouvernements de l'UE afin qu'ils les dépensent dans des projets de défense. Selon l'interlocuteur de l'agence, les États-Unis sont *«contrariés par la proposition ReArm et par le fait que les États-Unis en soient exclus»*.

---

## **Trump menace de bombarder l'Iran sans accord sur le nucléaire - Le Point/Reuters 31 mars 202**

*« S'ils ne parviennent pas à un accord, il y aura des bombardements. »* Donald Trump a menacé ce dimanche 30 mars de bombarder et de taxer l'Iran si Téhéran ne parvient pas à trouver un accord avec Washington sur son programme nucléaire. *« Il s'agira de bombardements comme ils n'en ont jamais vu auparavant »*, a prévenu le président américain.

Alors que l'Iran a refusé d'engager des négociations directes avec Washington la semaine dernière, Donald Trump a déclaré à la chaîne NBC que des pourparlers avaient tout de même lieu entre responsables américains et iraniens. *« Il est possible que s'ils ne parviennent pas à un accord, je leur applique des droits de douane secondaires comme je l'ai fait il y a quatre ans »*, a-t-il aussi mis en garde.

Téhéran rejette des négociations directes

L'Iran a répondu via Oman à une lettre de Donald Trump exhortant Téhéran à conclure un nouvel accord sur son programme nucléaire. Téhéran refuse de s'engager dans des négociations directes avec les États-Unis et s'estime soumis à de fortes pressions et des menaces d'ordre militaire, a déclaré jeudi le ministre des Affaires étrangères iranien.

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a réitéré cette position dimanche. « *Les négociations directes (avec les États-Unis) ont été rejetées, mais l'Iran a toujours été impliqué dans des négociations indirectes, et maintenant aussi. Le guide suprême a souligné que les négociations indirectes peuvent se poursuivre* », a-t-il déclaré en référence à l'ayatollah Ali Khamenei.

---

### **Trump : Zelensky aura de «gros problèmes» s'il renonce à l'accord sur les métaux rares 31 mars 2025, 11:51**

Volodymyr Zelensky est sur le point de renoncer à l'accord sur les métaux rares, a déclaré le président américain Donald Trump aux journalistes. «*Zelensky essaie de renoncer à l'accord sur les terres rares et s'il le fait, il aura des problèmes, de gros, gros problèmes*», a-t-il noté.

Le dirigeant américain a également souligné que Volodymyr Zelensky souhaite toujours que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN. Or, selon Donald Trump, elle «*ne le deviendra jamais*». «*Il [Zelensky] le comprend*», a souligné le leader américain.

Lors de son entretien avec la presse, Donald Trump a également fait part de ses réflexions sur les tarifs douaniers à l'encontre de la Russie. Il ne voudrait «*certainement pas*» imposer de droits supplémentaires sur les produits russes, mais s'ils étaient introduits, «*ce ne serait pas bon pour elle [la Russie]*».

Donald Trump n'a pas indiqué de date limite pour que la Russie accepte un cessez-le-feu dans le conflit en Ukraine. Le dirigeant américain s'est également dit convaincu que le président russe Vladimir Poutine «*veut conclure un accord*» sur le règlement du conflit ukrainien. Interrogé sur de possibles attermoissements de la Russie quant à l'établissement d'un cessez-le-feu, Donald Trump a répondu ne pas en être convaincu.

---

### **L'accord Washington-Kiev sur les ressources naturelles digne du pillage du Congo par la Belgique au XIXe siècle, selon Bloomberg 31 mars 2025**

L'administration Trump profite du moment où l'Ukraine est particulièrement vulnérable pour imposer un contrat d'extraction de ressources, rapporte Bloomberg.

D'après l'agence de presse américaine, ce constat soulève des inquiétudes quant à la véritable nature de l'engagement américain en Ukraine et aux conséquences à long terme pour la souveraineté du pays. «*L'accord a récemment été révisé pour lui donner une forme digne de l'exploitation du Congo par la Belgique au XIXe siècle, sans aucune garantie de sécurité. Une fois ceci fait sous prétexte d'aide à l'Ukraine, le résultat final de l'accord sera d'exclure l'Europe de l'avenir économique de l'Ukraine et de nuire à sa reconstruction après la guerre, sans assumer la responsabilité concernant sa défense*», affirme l'auteur de l'article.

L'État indépendant du Congo (EIC) désigne un vaste territoire situé dans le bassin du fleuve Congo, placé sous la souveraineté personnelle du roi Léopold II de Belgique entre 1885 et 1908. La mémoire de Léopold II reste entachée par les accusations de génocide à l'encontre des populations locales. Les historiens estiment qu'environ dix millions de personnes ont péri durant son règne, victimes d'un système colonial brutal, fondé sur l'exploitation forcée du caoutchouc et de l'ivoire. Face à l'indignation croissante de l'opinion publique internationale, Léopold II fut contraint de

renoncer à son pouvoir souverain personnel sur le Congo. En novembre 1908, l'EIC devint une colonie officielle : le Congo belge. Cette colonie obtint son indépendance le 30 juin 1960 devenant la République du Congo, puis, en août 1964, la République démocratique du Congo.

Le 28 mars dernier, des médias ukrainiens ont révélé que le nouveau projet d'accord entre les États-Unis et l'Ukraine, centré sur les ressources fossiles, inclurait une clause imposant à Kiev le remboursement de l'intégralité de l'aide américaine reçue. Selon ces sources, le document actuel franchirait presque toutes les «*lignes rouges*» préalablement fixées par Kiev et Washington. Il limiterait la souveraineté de l'Ukraine, contredirait les conditions de son éventuelle adhésion à l'Union européenne, et transformerait une aide auparavant considérée comme non remboursable en une dette contraignante. Les journalistes ukrainiens redoutent que cette décision ne crée un précédent incitant d'autres pays donateurs à exiger, eux aussi, le remboursement de leurs contributions.

The Spectator rapporte qu'un autre point clé de ce nouvel accord serait l'interdiction faite aux entreprises minières opérant en Ukraine de vendre leurs minerais aux «concurrents stratégiques» des États-Unis. Le journal britannique note que dans le climat géopolitique actuel, même l'Union européenne pourrait être classée parmi ces concurrents en raison de tensions persistantes avec Washington.

---

### **La Somalie offre le contrôle ses plusieurs ports et bases stratégiques aux États-Unis - RT 29 mars 2025**

La Somalie a offert aux États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, le contrôle exclusif de plusieurs ports stratégiques, dont ceux de Berbera et Bosaso, ainsi que de bases aériennes comme Balidogle. Cette proposition, formulée dans une lettre du président somalien Hassan Sheikh Mohamud adressée à Donald Trump et révélée par Reuters, marque un tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Mogadiscio.

Dans sa lettre datée du 16 mars, le président somalien a proposé de céder des actifs stratégiques clés : les ports de Berbera (dans la région autoproclamée indépendante du Somaliland) et Bosaso (en Puntland), ainsi que la base aérienne de Balidogle, située à 90 kilomètres de Mogadiscio. Selon le président somalien, cette concession vise à «*renforcer l'engagement américain dans la région, garantir un accès militaire et logistique ininterrompu et empêcher des concurrents extérieurs d'établir une présence dans ce corridor critique*».

Cette initiative intervient alors que la Somalie, en proie à des décennies de chaos, cherche à stabiliser son économie et sa sécurité face à la menace persistante d'Al-Shabaab.

Pour Donald Trump, réélu en novembre 2024, cette offre correspond parfaitement à sa vision d'une politique étrangère axée sur des gains tangibles et une domination stratégique. Les ports somaliens, notamment Berbera sur la mer Rouge, offrent un accès direct au golfe d'Aden, une artère maritime vitale reliant l'océan Indien à la Méditerranée via le canal de Suez. Contrôler ces points d'entrée permettrait aux États-Unis de surveiller les routes commerciales et de limiter l'expansion chinoise, qui opère déjà une base militaire à Djibouti, à quelques encablures de là. RT 29 mars 2025

## **Russie.**

### **Défense russe : les frappes de Kiev contre l'infrastructure énergétique russe révèlent son irresponsabilité totale 31 mars 2025**

Malgré les déclarations des autorités ukrainiennes assurant qu'aucune frappe ne viserait les infrastructures énergétiques, les attaques se sont poursuivies ces dernières 24 heures, a indiqué dans son communiqué le ministère russe de la Défense.

Le 30 mars, dans la région russe de Briansk, un tir d'artillerie ukrainien a provoqué une coupure de ligne à haute tension appartenant à une filiale de Rosseti, la compagnie d'électricité russe. L'alimentation électrique a été interrompue pour les habitants du district de Souzemka.

Le même jour, une attaque de drone ukrainien contre une sous-station électrique a entraîné une nouvelle panne de ligne 10 kV, privant d'électricité des foyers dans le district de Sevs, toujours dans la région de Briansk. Le ministère russe de la Défense a estimé que la poursuite de ces frappes délibérées contre des sites énergétiques russes démontrait l'incapacité totale du régime de Kiev à respecter ses engagements, notamment en matière de règlement pacifique du conflit en Ukraine.

Le 28 mars, les forces armées ukrainiennes, en utilisant des drones de différents types ainsi qu'un système de roquettes à lancement multiple HIMARS, ont pratiquement détruit la station de comptage de gaz de Soudja.

Le 27 mars, Belgorod a été attaquée. À la suite de tirs d'artillerie ciblés sur les installations de «Belgorodenergo», l'alimentation électrique a été coupée. Les 26 et 27 mars, Briansk a également été la cible de tirs et des coupures de courant ont été enregistrées.

---

### **La Russie a transmis aux États-Unis la liste des violations ukrainiennes du moratoire sur les frappes contre les infrastructures énergétiques - RT 1 avr. 2025**

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a déclaré ce mardi 1er avril que l'Ukraine ne respectait pas le moratoire en vigueur sur les frappes visant les infrastructures énergétiques, instauré par accord entre Moscou et Washington. Lors d'un point presse, le chef de la diplomatie russe a précisé que *«les installations énergétiques de la Fédération de Russie sont attaquées en permanence, avec peut-être une interruption d'un ou deux jours»*. Il a souligné que la Russie, de son côté, respectait strictement ce moratoire, mis en place sur ordre du président Vladimir Poutine à la suite d'un échange téléphonique avec Donald Trump le 18 mars.

Le ministre de la Défense Andreï Biélooussov a présenté devant le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie une liste complète des installations énergétiques russes frappées par les attaques de drones ukrainiens. Ce document a été transmis par la Russie au conseiller à la sécurité nationale du président américain Mike Waltz, au secrétaire d'État Marco Rubio, ainsi qu'aux représentants russes à l'ONU et à l'OSCE. Sergueï Lavrov a déclaré : *«Nous voulons qu'ils montrent sur la base de faits concrets ce que vaut la parole de l'actuel pouvoir ukrainien, si l'on peut encore parler de pouvoir»*.

## Guerre en Ukraine.

### **«Histoire secrète» de l'ingérence des USA dans le conflit en Ukraine : tentative d'attaque par ATACMS contre le pont de Crimée en 2024 et d'autres révélations du NYT - RT 30 mars 2025**

Selon une enquête du *New York Times*, les États-Unis ont secrètement dirigé les opérations militaires ukrainiennes contre la Russie pendant tout le conflit en Ukraine. Ils ont notamment participé à la planification d'une attaque infructueuse contre le pont de Crimée en 2024, en fournissant renseignements, armes et coordination opérationnelle.

L'administration de l'ex-président américain Joe Biden a joué un rôle bien plus important dans le soutien à l'Ukraine face à la Russie qu'on ne le pensait auparavant. Son implication, notamment à travers le partage de renseignements cruciaux, s'est révélée indispensable pour les opérations militaires de Kiev, selon une analyse du *New York Times*.

Au printemps 2022, deux mois après le début du conflit en Ukraine, deux généraux ukrainiens se sont rendus secrètement de Kiev à Wiesbaden, en Allemagne, sous couverture diplomatique. Ils avaient pour mission de discuter avec le commandement américain en Europe du rôle des États-Unis dans les opérations militaires ukrainiennes contre la Russie. Cette rencontre était destinée à rester «*l'un des secrets les mieux gardés*», sur fond de crainte géopolitique majeure : la possibilité que le président russe Vladimir Poutine perçoive cette collaboration comme le franchissement d'une «*ligne rouge*» militaire, ce qui, comme on allait bientôt le constater, était effectivement le cas.

À Wiesbaden, le général-lieutenant ukrainien Mikhaïl Zabrodskyi a rencontré le général américain Christopher Donahue, ancien commandant des forces spéciales Delta ayant combattu en Irak, Syrie, Libye et Afghanistan.

Un accord de coopération a été conclu, prévoyant notamment l'échange d'informations de renseignement, la conception stratégique et la planification d'opérations militaires ukrainiennes. Dans ce cadre a été créé le groupe opérationnel «*Dragon*», chargé de fournir des données précises à l'armée ukrainienne, incluant des cibles situées en Crimée et sur le territoire russe hors de la zone directe des combats.

Cependant, dès le départ, les États-Unis avaient refusé de soutenir les frappes ukrainiennes en territoire russe en dehors des régions nouvellement intégrées, s'abstenant également de fournir des informations permettant de cibler de hauts responsables russes. Néanmoins, l'administration Biden a progressivement levé plusieurs interdictions initiales, envoyant d'abord des conseillers militaires à Kiev, puis augmentant leur nombre à une trentaine, officiellement qualifiés d'«*experts spécialisés*» pour éviter toute analogie avec le Vietnam.

Le groupe de Wiesbaden coordonnait également les frappes de missiles HIMARS, contrôlant même directement leur activation grâce à une carte électronique spéciale pouvant être désactivée par les Américains à tout moment. Lorsque des missiles à longue portée ATACMS ont été fournis à l'Ukraine, leur emploi restait limité à des zones frontalières spécifiques, bien que Kiev ait insisté pour les utiliser en profondeur sur le territoire russe.

Toutefois, l'incursion ukrainienne malencontreuse dans la région russe de Koursk le 6 août 2024, effectuée sans accord américain, d'après le *New York Times*, a constitué une rupture secrète des limites convenues, impliquant du matériel fourni par la coalition des pays occidentaux.

## L'opération ukrainienne menée par les Américains contre le pont de Crimée

Par ailleurs, toujours selon le quotidien américain, les États-Unis ont finalement donné leur feu vert à une opération baptisée «*Lunar Hail*», visant à forcer le retrait des infrastructures militaires russes de Crimée. Cette opération combinait drones maritimes et missiles à longue portée britanniques et français (Storm Shadow et SCALP).

L'objectif le plus symbolique était le pont de Crimée, situé dans le détroit de Kertch, lien stratégique entre la Crimée et la Russie continentale, véritable obsession de Kiev et ligne rouge pour Washington en 2022. Cependant, après de nombreuses discussions, la Maison Blanche a finalement autorisé les militaires américains et la CIA à préparer secrètement un plan d'attaque avec les Ukrainiens et les Britanniques pour détruire ce pont. Les missiles ATACMS devaient fragiliser sa structure, tandis que des drones maritimes viseraient ses piliers. Pourtant, face à un renforcement russe des défenses, les Ukrainiens ont décidé d'attaquer uniquement avec des ATACMS. Malgré les réticences américaines, la frappe a été menée durant l'été 2024.

Ces révélations du New York Times mettent en évidence une implication directe et profonde des États-Unis dans la conduite militaire ukrainienne, confirmant les déclarations répétées de Moscou accusant l'Occident de participation directe au conflit en Ukraine.

---

## Des soldats ukrainiens consentent au prélèvement d'organes sans le savoir - RT 1 avr. 2025

Avant d'être envoyés au front, les militaires ukrainiens se sont vu remettre une assurance médicale qui en réalité était un consentement au prélèvement d'organes. Selon un prisonnier de guerre ukrainien, son commandant lui a promis, en remettant ce document, de l'envoyer dans «*les meilleurs hôpitaux de France*» s'il était blessé.

Des militaires ukrainiens se sont vus remettre des fiches de consentement au prélèvement d'organes dans une clinique canadienne sous couvert d'une assurance médicale française, a déclaré le prisonnier de guerre ukrainien Andriï Tchéméra dans une vidéo partagée par le ministère russe de la Défense. Ce dernier a expliqué que le document lui avait été délivré par le commandant de son unité avant son envoi au front.

«*On nous a promis qu'en cas de blessure, nous serions transférés dans les meilleurs hôpitaux de France*», raconte-t-il dans la vidéo. Il a toutefois précisé qu'il n'avait pas eu le temps de remplir le document parce qu'«*un bombardement avait commencé*». Quand le prisonnier de guerre s'est vu expliquer que ce document était en fait un consentement au prélèvement d'organes, il a été surpris : «*Voilà, on envoie des hommes à la mort, et comme si ça ne suffisait pas, on les force à signer des papiers pareils*», a déploré Andriï Tchéméra.

Le consentement au prélèvement d'organes comporte plusieurs cases à cocher. L'une d'elles demande si l'on autorise la transplantation de tous ses organes ou de certains d'entre eux seulement. Le document ci-dessous provient de Santé Ontario, agence de santé canadienne.

**Pour visionner le document :**

<https://francais.rt.com/international/118783-soldats-ukrainiens-consentent-prelevement-dorganes-sans-savoir>

## **Hongrie - Slovaquie.**

### **La Hongrie augmente le transit de gaz russe vers la Slovaquie en contournant l'Ukraine - RT 1 avr. 2025**

La Slovaquie et la Hongrie ont nettement doublé leurs échanges gaziers via Turkish Stream, malgré l'arrêt du transit ukrainien. Un accord élargit la capacité du gazoduc à 3,5 milliards de m<sup>3</sup> par an jusqu'en 2034, tout en atténuant déjà les pertes financières, démontrant la résilience énergétique régionale face aux restrictions imposées par Kiev. RT 1 avr. 2025

## **Turquie.**

### **Qui veut la peau d'Erdogan ? Nouvelle tentative de coup d'Etat. Suivez la piste de la livre turque ou de l'Etat profond.**

#### ***“Contre Erdogan, il faut maintenir le tempo” - Courrier international 1 avril 2025***

Avec les étudiants à l'avant-garde, l'ensemble du pays s'est rassemblé sur les places pour protester face à cette menace contre les derniers vestiges de notre démocratie.

Les manifestants inquiets pour leur avenir, sortant dans la rue pour demander la justice, la liberté et la démocratie, se rassemblant devant la mairie d'Istanbul et à travers tout le pays ont été présentés comme des *“féroces terroristes”*.

Dès l'annonce, mercredi 19 mars, de l'arrestation d'Ekrem Imamoglu et de 80 autres personnes, le cours de la monnaie [la livre turque] s'est effondré. Courrier international 1 avril 2025

J-C - La suite de cet article rédigé par un opposant à Erdogan auquel Courrier international a offert gracieusement cette tribune ne trompera personne, elle pourrait avoir été écrite par un opposant à Macron, qui revendique le pouvoir pour quoi faire au juste, sinon pour poursuivre sa politique réactionnaire, comme chaque fois depuis les années 60 en France, quand les rejetons des classes moyennes qui remplissaient les universités entendaient obtenir un statut social plus avantageux en échange de leur fidélité au régime en place, dont ils assureront la stabilité indéfectiblement, une fois servis, l'ordre sera rétabli et règnera jusqu'à nos jours, ainsi que la condition misérable de millions de travailleurs pauvres et leurs familles.

Courrier international - C'est à se demander d'ailleurs comment l'état de l'économie pourrait s'aggraver davantage, alors que des millions de gens dans ce pays n'arrivent plus à s'en sortir. Que le seuil de pauvreté est lui-même supérieur au montant du salaire minimum. Que le problème du logement ne cesse de croître, que des pans entiers de la population n'arrivent plus à terminer le mois. Que tout s'achète à crédit et que les dettes individuelles explosent. Courrier international 1 avril 2025

## **Palestine occupée.**

### **Gaza: l'ONU dénonce une "guerre sans limite" après la découverte d'une "fosse commune" de secouristes - BFMTV 3 avril 2025**

La "fosse commune" où 15 secouristes ont été retrouvés à Rafah après des tirs israéliens sur des ambulances, met en lumière la "guerre sans limite" menée par Israël à Gaza, a dénoncé mercredi l'ONU, tandis que son patron se disait "choqué".

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres est "choqué par les attaques de l'armée israélienne" contre ce convoi médical et de secours, a déclaré mercredi son porte-parole Stéphane Dujarric.

Il "réclame une enquête complète, minutieuse et indépendante" sur toutes les attaques contre les humanitaires, alors que ces 15 nouveaux morts retrouvés enterrés il y a quelques jours à Rafah portent à "au moins 408" le nombre d'humanitaires tués dans le territoire palestinien depuis le 7 octobre 2023, a-t-il ajouté. Tout en se disant "profondément alarmé" par le nouveau bilan de plus de 1.000 personnes tuées depuis la reprise des opérations militaires israéliennes.

Les 15 secouristes et humanitaires, dont huit du Croissant-Rouge palestinien et un de l'ONU, étaient "toujours dans leurs uniformes, avec leurs gants, tués alors qu'ils tentaient de sauver des vies", a-t-il lancé.

"Les ambulances ont été touchées une par une", a-t-il détaillé, décrivant les véhicules détruits à côté de cette "fosse commune".

Ocha avait dit mardi que la première équipe avait été tuée par les forces israéliennes le 23 mars, et que d'autres équipes d'urgence et d'aide avaient été frappées l'une après l'autre pendant plusieurs heures alors qu'elles cherchaient leurs collègues disparus.

"Je commence par ce cas parce que je pense qu'il est très emblématique du point que nous avons atteint à Gaza: ce qui se passe ici défie la décence, défie l'humanité, défie la loi. C'est vraiment une guerre sans limite", a dénoncé Jonathan Whittall.

"Quand le cessez-le-feu tenait, nous pouvions livrer de l'aide (...). Maintenant, nous collectons les corps de secouristes".

"C'est une boucle sans fin de sang, de souffrance et de mort. Gaza est devenu un piège mortel", a-t-il lancé. "Mes collègues me disent qu'ils veulent juste mourir avec leur famille. Leur peur la plus grande est de survivre seul".

---

## **Grande-Bretagne.**

### **Le Royaume-Uni impose un permis d'entrée électronique aux Européens - RT 2 avr. 2025**

Les Européens ne pourront plus voyager librement au Royaume-Uni sans démarche préalable : depuis ce mercredi, l'«Electronic Travel Authorisation» (ETA) est devenue obligatoire pour les ressortissants d'environ 30 pays européens, à l'exception notable de l'Irlande.

Selon Reuters, cette mesure vise à renforcer la sécurité aux frontières en filtrant les voyageurs avant leur arrivée sur le sol britannique. L'ETA coûte actuellement 10 livres (environ 12 euros), mais son tarif passera à 16 livres (environ 19 euros) dès le 9 avril. Cette autorisation électronique, valable deux ans, permet plusieurs séjours de six mois maximum chacun.

Selon les chiffres officiels relayés par Reuters, le Royaume-Uni a accueilli 22,5 millions de visiteurs européens en 2023, contre 19 millions en 2022. Ce nouveau dispositif s'inscrit donc dans un contexte post-Brexit où Londres entend clairement reprendre le contrôle de ses frontières, tout en rendant le processus plus technologique.

---

## **Allemagne.**

### **Face à la «menace russe», Berlin veut installer des radars sur les parcs éoliens pour «surveiller la mer» - RT 2 avr. 2025**

L'Allemagne veut renforcer la surveillance maritime en demandant l'installation de radars sur les parcs éoliens offshore, sur fond de paranoïa européenne concernant une prétendue «*flotte fantôme*» russe.

Cette mesure, insiste Reuters, s'inscrit dans un contexte de «préoccupations accrues» concernant la présence de navires non détectés dans les eaux européennes.

Dans cette paranoïa qui se saisit de l'Europe occidentale, certaines autorités ont signalé que des navires naviguaient avec leurs systèmes de navigation «éteints», tandis que la garde côtière finlandaise a rapporté des «perturbations des signaux de navigation par satellite» en mer Baltique.

La paranoïa concerne également les drones. En décembre dernier, l'Allemagne a introduit des obligations pour les parcs éoliens terrestres concernant l'installation de systèmes d'identification nocturne contrôlée par les besoins (ADLS). Ces systèmes permettent de réduire les émissions lumineuses en activant les feux de signalisation des éoliennes uniquement lorsqu'un aéronef approche.

---

## **Une analyse et quelques éléments d'actualité pour l'étayer.**

### **Les institutions intergouvernementales résisteront-elles à la fin de « l'Empire américain » ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 1er avril 2025**

Extrait.

Par exemple, l'ONG française Reporters sans frontières qui prétend défendre « *le droit, pour chaque être humain, d'avoir accès à une information libre et fiable* », est en réalité une officine de la CIA. Elle avait refusé de me défendre lorsque je fus menacé et que j'ai dû quitter la France. Or, le président Trump vient de fermer les radios et télévisions de propagande. Sans complexe, Reporters sans frontières s'est associé aux employés de Voice of America pour intenter un procès à l'administration états-unienne et demander la réintégration des prétendus « *journalistes* » de la station.

Ou encore, la Fondation Jean-Jaurès, liée au Parti socialiste français, s'est progressivement alliée à des pseudopodes de la CIA. Aujourd'hui, elle emploie, par exemple, Rudy Reichstadt, fondateur de Conspiracy Watch, déjà grassement subventionné par la France. Tout en se réclamant de la Charte de Munich qui précise les droits et devoirs des journalistes, ce personnage nous a décrit, sur près de 300 articles, comme des « faussaires », sans jamais indiquer en quoi nous aurions falsifié la réalité.

L'effondrement de ces ONG et partis politiques subventionnés par Washington correspond à la prise de conscience de la reproduction de ce système par l'Union européenne. Celle-ci comprend des agences comparables à l'USAID, à l'USIP et à la NED. Si tous les experts savent depuis longtemps que l'UE subventionne des ONG pour dire du bien d'elle et d'autres pour dénigrer ses opposants, on ne découvre que maintenant l'ampleur de sa propagande. Le Mathias Corvinus Collegium (MCC) hongrois vient ainsi de publier une étude de Thomas Fazi sur les subventions de propagande l'UE [6].

On y apprend, par exemple que l'UE a lancé des programmes pour « *combattre les discours eurosceptiques déjà répandus par les élites autocratiques* » (RevivEU) ou pour « *dénationaliser l'engagement européen* » (EU TURN 2025) ; des programmes qui s'ajoutent au financement des petits copains, comme la Fondation Robert Schuman pour lutter contre la « *mythologie eurosceptique et national-populiste* » ou le European Policy Centre pour dire du bien des migrations internationales et du mal de la Russie.

On savait déjà, par les études de l'European Centre for Law & Justice (ECLJ) [7], que la Cour européenne des Droits de l'homme, loin d'être un tribunal impartial, était la chasse gardée des employés du spéculateur George Soros. On sait désormais que l'Union européenne, loin d'être une administration respectueuse de la diversité de ses membres, manipule son budget contre ses « *citoyens* ».

<https://www.voltairenet.org/article221988.html>

J-C - Le passage que j'ai reproduit est le seul qui m'a intéressé dans cet article, car pour l'essentiel monsieur Meyssan ne comprend pas grand-chose.

Par exemple, il ignore pourquoi ces mises au point réalisées par Trump et son équipe interviennent maintenant. Evoquez unilatéralement la dislocation ou l'effondrement des Etats-Unis et de l'UE, de l'Occident en général n'a aucun sens, puisque malgré tout l'économie mondiale résiste à ce phénomène. Il faudrait expliquer pourquoi, comment, il existe bien une explication, disons rationnelle et non mystico-religieuse fantasmagorique, qui repose sur quelque chose de concret et de sérieux que chacun puisse cerner facilement, celle que j'ai déjà eu l'occasion de fournir à de multiples reprises dans des causeries, brièvement, à savoir que l'Occident n'est plus le volant de l'économie mondial, elle doit céder le relais aux pays qui de nos jours produisent en masse des richesses, de la richesse, de la plus-value, les plus riches qui regorgent de matières premières, d'énergies fossiles, etc. et qui disposent d'une réserve de main d'œuvre considérable ou inépuisable, bien formée, et exploitable à merci car livrée à des régimes dictatoriaux à des degrés divers, pays qui aujourd'hui sont rassemblés dans les Brics+.

Effectivement dans bien des domaines dès maintenant, et de plus en plus dans un avenir proche, ils vont concurrencer l'Occident, ils vont leur damer le pion, car dans tous les domaines ils sont supérieurs aux Occidentaux. Les Occidentaux vont devoir composer avec les Brics+, à terme ils seront sans doute amenés à se rassembler dans de nouvelles institutions internationales financières et politiques sur les cendres de celles issues de Bretton Woods.

Pour les capitalistes le dilemme est le suivant : Face à 8 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, dont les besoins sont croissants et qui exigent satisfaction :

- Soit ils conservent l'architecture internationale financière et politique qu'ils avaient mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et dans ce cas-là non seulement il sera impossible de leur donner satisfaction, mais leur condition continuera de gravement se dégrader au point que seules des guerres et la mise en place de régimes despotiques permettront de les contenir, ce qui aura pour conséquence d'aggraver la crise globale du capitalisme, la concurrence féroce entre les différends capitalistes, avec la tentation ou le risque selon le clan de l'oligarchie qu'elle débouche sur une guerre mondiale aux conséquences imprévisibles...

- Soit admettre que l'Occident ne peut plus prétendre imposer son hégémonie au reste du monde, et qu'elle doit sacrifier des pans entiers du marché mondial qu'elle avait acquis au cours des XIXe et XXe siècle, elle doit mettre un terme à la colonisation politique et concevoir de partager le gâteau de l'économie mondiale et le pouvoir politique avec les puissances qui ont émergées au cours de la seconde moitié du XXe siècle, autrement dit, les ambitions de chaque puissance occidentale doivent être réduites à la taille de leur contribution respective à l'économie mondiale en terme de production de richesses incluant leur apport technologique ou scientifique, de sorte que chaque Etat dans le monde puisse en fonction de l'exploitation des richesses naturelles dont il dispose développer ses infrastructures et satisfaire les besoins sociaux de sa population, ce qui permettrait d'écarter les conflits ou les guerres...

Mais ne nous berçons pas d'illusions, les grandes puissances ou plutôt leurs multinationales, les oligarques qui contrôlent le marché des matières premières continueront d'imposer leurs lois ou tarifs à tous les producteurs de la planète. Ils peuvent émettre le vœu de mieux partager dans l'avenir la plus-value avec les pays producteurs, c'est toujours mieux que risquer de tout perdre dans une guerre à l'issue incertaine et aux conséquences incommensurables, mais lorsque chaque pays en proie à des besoins immenses et croissants exigera une part plus importante des profits réalisés pour les satisfaire, on s'apercevra que ce n'était qu'un vœu pieux ou une imposture. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons.

Selon la loi de l'offre et la demande,

Dans la mesure où chaque pays importe et exporte des marchandises, donc les besoins de chaque pays sont en partie satisfaits par des marchandises qui sont importés, tandis qu'une partie de sa production est exportée, la plupart des transactions ont lieu en dollars ou en euros, le taux de change de chaque monnaie n'est pas fixe, il fluctue en permanence. Les marchandises achetées ou vendues tiennent compte de leur cotation en Bourse, si leurs prix peuvent être fixés par le vendeur et l'acheteur, en aucun cas ils ne seront supérieurs à ceux du marché, de préférence ils seront inférieurs, donc le vendeur sera lésé. C'est l'acheteur qui fixe le prix auquel il va acheter une marchandise. Le vendeur ou le producteur est le plus souvent en position d'infériorité ou de faiblesse pour négocier. Parfois ou souvent, s'il ne veut pas perdre sa marchandise périssable, il devra la vendre aux conditions désavantageuses que lui impose l'acheteur...

Qui a le pouvoir d'agir sur les taux de change entre les monnaies, qui a le pouvoir d'orienter le cours des matières premières, qui sont les créanciers des Etats et des entreprises, qui contrôle le FMI et la Banque mondiale.

Cette époque est révolue...

A partir du milieu des années 70 et de 1980 les Occidentaux ont exporté une immense masse de capitaux et délocalisé une grande partie de leur production vers la Chine et tout un ensemble de pays en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, ce phénomène s'est accéléré à partir du début des années 90, puis il s'est amplifié et quasi généralisé à partir des 2000, voire le cours de l'OMC. On en est arrivé à la situation que j'avais prédit vers 2005, à savoir que certains pays émergents sont devenus de grandes puissances ou ils sont en voie de le devenir, ils sont désormais en mesure de produire absolument tout ce que les Occidentaux leur vendaient il y a 20 ans en arrière, à des coûts plus bas (énergie, transport, main d'oeuvre, service, matières premières, etc.), en dégagant des marges ou un taux de profit plus élevé, cette époque est révolue... Ils contribuèrent à amplifier la division internationale du travail mettant en concurrence les ouvriers du monde entier, au détriment de ceux qui bénéficiaient des meilleurs revenus et conditions de travail, ils favorisèrent le développement de nouvelles classes moyennes, de nouveaux marchés... Au passage, il faut être un sacré ignorant ou un crétin d'occidental pour envier les pays des Brics+, au regard du traitement qu'ils réservent à la classe ouvrière, l'état de leurs infrastructures, leurs systèmes politiques encore plus antidémocratiques...

En résumé, on s'aperçoit que les Occidentaux ne fabriquent plus grand-chose en 2025, même leurs grandes entreprises cotées en Bourse dépendent en grande partie d'investisseurs étrangers institutionnels ou privés, ils importent l'essentiel des matières premières dont ils ont besoin pour satisfaire leurs propres besoins ou pour continuer d'assurer leur développement dès lors gravement hypothéqué. Ils ont d'ores et déjà perdu leur souveraineté alimentaire, dans ces conditions, il suffirait que les autres grandes puissances ne leur achètent plus rien, plus de trains, d'avions, d'armes, de machines-outils, etc. que leurs clients privilégiés issus de l'époque "glorieuse" de la colonisation se tournent vers les producteurs des Brics+, pour qu'ils soient en faillite sur fond d'endettement colossal qui les asphyxierait, et qu'ils soient littéralement voués à s'appauvrir dans des proportions telles qu'ils ne pourraient plus garantir un haut mode de vie à leur population, leur économie s'effondrerait forcément, c'est logiquement le sort qui les attend à terme. Le répit dont ils bénéficient encore provient des importantes réserves qu'ils ont constituées au cours du XXe siècle qui s'épuisent rapidement, tout comme leur avance technologique qui appartient au passé, leur agriculture ne représente plus grand-chose non plus, leur économie est tournée essentiellement vers les services qui ne produisent aucune richesse.

Les Brics+ se comportent de la même manière que les puissances impérialistes colonisatrices occidentales des XIXe et XXe siècle envers les pays qu'ils dominent et avec lesquels ils commercent. Ils les endettent et pillent leurs richesses, exploitent leur main d'œuvre bon marché en échange d'infrastructures indispensables à leurs affaires. En Afrique, sortez des grands axes routiers qui relient des mines ou des centres industriels à un port ou un aéroport, qui se comptent sur les doigts d'une main, et vous vous retrouvez sur des routes principales parfois longues de centaines de kms en terre, complètement défoncées, impraticables la saison des pluies, seulement 30% des 1,6 million km de routes non urbaines d'Afrique sont bitumées (Banque mondiale - agenceecofin.com 29 novembre 2024). Sur le Net, il y a d'excellents documentaires qui montrent le cauchemar quotidien que vivent tous ces peuples en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud, à côté, ce que vous vivez actuellement en France, c'est du divertissement

Si les Brics+ sont amenés à prendre la place qu'occupèrent les Occidentaux durant environ deux siècles et à remplir les mêmes fonctions, dans des conditions beaucoup moins favorables qu'autrefois et ils vont être immédiatement confrontés aux mêmes défis que les peuples leur réservent, tandis que les contradictions du capitalisme sont demeurées les mêmes, avec en prime une marge de manœuvre beaucoup moins grande que par le passé pour les affronter, du fait que l'économie des pays les plus développés est sur le déclin et ne peut plus assumer les exigences ou les besoins (sociaux) colossaux de leurs populations, les peuples des pays dits émergents ou en voie

de développement exigent une amélioration substantielle de leur mode de vie qui passe par la prise en compte de leurs aspirations démocratiques dont ils sont bafoués jusqu'à présent, à des degrés divers tous les régimes des pays faisant partie des Brics+ sont incompatibles avec ces aspirations ou ouvertement autoritaires, semi-féodaux, à leur tour les Brics+ devront affronter la lutte de classe de tous les peuples au côté de leurs alliés occidentaux, dont ils ont toujours été hypocritement ou sournoisement les complices depuis au moins la création de l'ONU en 1945, sans doute devront-ils monter au front pour défendre la survie du capitalisme mondial.

De dominant à dominé, les rapports entre les puissances occidentales et les Brics+ sont amenés à évoluer, de concurrents à ennemis à concurrents et alliés de préférence pour affronter ou contenir le prolétariat mondial qui demeure leur ennemi commun, le socialisme. La plupart des analystes ou publicistes opposent les puissances occidentales aux Brics+ au lieu de concevoir qu'ils pourraient être ou ils sont complémentaires, ce qui impliquera une réforme ou une refonte des institutions internationales, des rapports entre tous les Etats dans tous les domaines, diplomatique ou politique, militaire, commercial et financier...

La plus-value ou la richesse est produite par la force de travail, dès lors plus la population d'un pays sera nombreuse, plus ses besoins s'accroîtront, plus elle sera susceptible de développer de nouvelles richesses, elle produira plus qu'elle n'en consomme, plus elle exportera de marchandises, plus cet Etat deviendra puissant ou acquerra une position dominante sur le marché mondial, plus il exigera que son pouvoir économique soit pris en compte, plus il aura tendance à vouloir imposer son hégémonie politique.

Plus la population d'un pays est importante, plus son marché intérieur sera important, plus sa classe moyenne sera importante, plus sa part du marché mondial sera importante, cela semble logique, dès lors dans l'avenir les pays dont la population est la plus importante domineront le monde, vous les connaissez. A suivre.

---

## **De la guerre par procuration à la crise systémique : l'Occident et sa scission intérieure**

Extrait.

Un rapport du *New York Times* révèle ce qui a longtemps été considéré comme de la propagande russe : les États-Unis n'ont pas seulement soutenu la guerre en Ukraine, mais l'ont également façonnée opérationnellement. Cependant, cette reconnaissance des faits n'intervient pas par hasard et maintenant – elle fait partie d'une lutte de pouvoir géopolitique qui s'étend bien au-delà de Kiev.

Une publication ciblée – et une lutte de pouvoir interne à l'Occident

Le moment de la publication n'est pas un hasard. Le *New York Times* a lancé cet article précisément au moment où l'ordre géopolitique de l'espace transatlantique a vacillé – sous la présidence de Donald Trump, qui se montre ouvert à un réajustement stratégique vis-à-vis de la Russie. La divulgation de détails sensibles sur l'implication militaire des États-Unis en Ukraine sert manifestement à saboter politiquement un rapprochement avec Moscou et à le tabouiser dans la politique étrangère.

Et la situation devient ainsi évidente : ce que nous vivons n'est pas un «*Occident*» agissant de manière unifiée, mais une structure géopolitique profondément divisée. D'un côté se trouve

l'administration Trump, qui priorise les intérêts nationaux, mise sur la retenue militaire et a introduit l'option d'assouplir les sanctions contre la Russie.

De l'autre, un bloc de pouvoir pro-atlantiste se forme – soutenu par le Parti démocrate, des réseaux influents à Londres et une technocratie bruxelloise de plus en plus idéologique. Ce camp vise à établir un bloc globaliste autonome : économiquement, militairement et normativement indépendant de la Maison-Blanche – mais en confrontation délibérée avec la Russie.

L'UE s'accroche désespérément au régime des sanctions

C'est précisément pour cette raison de calcul de pouvoir que se comprend aussi la position rigide de l'UE sur la question des sanctions. Alors que Washington sous Trump est prêt à réévaluer les intérêts économiques et stratégiques, Bruxelles s'accroche désespérément au régime des sanctions. Non par évaluation rationnelle, mais parce que ces sanctions sont devenues la base idéologique de la nouvelle conscience missionnaire européenne. La guerre économique contre la Russie ne sert plus de moyen à un but, mais de récit formateur d'identité pour le projet de l'UE, qui se découple de plus en plus de la souveraineté démocratique.

La publication dans le New York Times est donc bien plus qu'un scoop journalistique. C'est un instrument politique – au service de ces forces qui veulent empêcher un réajustement multipolaire et, en revanche, maintenir une crise globaliste durable. L'Ukraine n'est dans ce jeu qu'un proxy géopolitique – elle est abusée et sert de scène pour une lutte de pouvoir qui est interne à l'Occident au détriment de l'ordre mondial de demain. euro-synergies.hautetfort.com 1er avril 2025

---

**Lu.**

**Un «rééquilibrage» économique américain est en cours. Poutine a raison. L'ordre économique de l'après-guerre «a disparu». Par Alastair Crooke**

Le résultat géopolitique de l'après-guerre a effectivement déterminé la structure économique mondiale de l'après-guerre. Tous deux subissent actuellement d'énormes changements. Ce qui reste cependant inchangé, c'est la vision du monde occidentale selon laquelle tout doit «*changer*» pour que rien ne change. Les choses continueront comme avant sur le plan financier ; ne dérangeons pas le sommeil des justes. Il est supposé que la classe des oligarques/donateurs veillera à ce que rien ne change.

Cependant, la répartition du pouvoir de l'après-guerre était unique. Rien n'est «éternel» ; rien n'est intrinsèquement permanent.

Poutine, bien sûr, le comprend bien et a dûment démystifié toutes ces illusions : «*Mettez de côté vos illusions*», a-t-il déclaré aux délégués la semaine dernière :

*«Les sanctions et les restrictions sont la réalité d'aujourd'hui, ainsi qu'une nouvelle spirale de rivalité économique déjà déclenchée».*

*«Ne vous faites pas d'illusions : il n'y a rien au-delà de cette réalité»...*

*«Les sanctions ne sont ni temporaires ni ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays. Quels que soient les développements mondiaux ou les changements dans l'ordre international, nos concurrents chercheront perpétuellement à contraindre la Russie et à diminuer ses capacités économiques et technologiques»...*

*«Vous ne devez pas espérer une liberté totale de commerce, de paiements et de transferts de capitaux. Vous ne devez pas compter sur les mécanismes occidentaux pour protéger les droits des investisseurs et des entrepreneurs... Je ne parle pas de systèmes juridiques – ils n'existent tout simplement pas ! Ils n'existent que pour eux-mêmes ! C'est le truc. Vous comprenez ?!»*

Nos défis [russes] existent, «oui» – «mais les leurs sont également nombreux. La domination occidentale s'effrite. De nouveaux centres de croissance mondiale occupent le devant de la scène», a déclaré Poutine.

Ces [défis] ne sont pas le «problème» ; ils sont l'opportunité, a souligné Poutine : *«Nous donnerons la priorité à la fabrication nationale et au développement des industries technologiques. L'ancien modèle est révolu. La production de pétrole et de gaz sera simplement le complément d'une «économie réelle» largement autosuffisante et à circulation interne, dont l'énergie ne sera plus le moteur. Nous sommes ouverts aux investissements occidentaux, mais uniquement à nos conditions, et le petit secteur «ouvert» de notre économie par ailleurs fermée continuera bien sûr à commercer avec nos partenaires du BRICS».*

Ce que Poutine a décrit en réalité, c'est le retour au modèle d'économie principalement fermée à circulation interne de l'école allemande (à la Friedrich List) et du Premier ministre russe, Sergueï Witte.

Pour être clair, Poutine n'expliquait pas seulement comment la Russie s'était transformée en une économie résistante aux sanctions qui pouvait également mépriser les tentations apparentes de l'Occident, ainsi que ses menaces. Il remettait fondamentalement en question le modèle économique occidental.

Friedrich List s'était méfié dès le départ de la pensée d'Adam Smith qui a formé la base du «modèle anglo-saxon». List a averti que cela finirait par être contre-productif ; cela détournerait le système de la création de richesse et, en fin de compte, rendrait impossible de consommer autant ou d'employer autant de personnes.

Un tel changement de modèle économique a de profondes conséquences : il sape l'intégralité du mode de diplomatie transactionnel «Art du Deal» sur lequel Trump s'appuie. Cela révèle les faiblesses de la transaction. *«Votre incitation à la levée des sanctions, ainsi que les autres incitations à l'investissement et à la technologie occidentaux, ne signifient plus rien maintenant»,* a déclaré Poutine, *«car nous n'accepterons désormais ces choses que selon nos conditions».* «Vos menaces de nouvelles sanctions n'ont pas plus de poids», a-t-il ajouté, *«car vos sanctions ont été la bénédiction qui nous a permis d'adopter notre nouveau modèle économique».*

En d'autres termes, qu'il s'agisse de l'Ukraine ou des relations avec la Chine et l'Iran, la Russie peut être largement imperméable (à moins de la menace mutuellement destructrice de la Troisième Guerre mondiale) aux flatteries américaines. Moscou peut prendre son temps sur l'Ukraine et examiner d'autres questions sur la base d'une analyse strictement coûts-avantages. Elle peut voir que les États-Unis n'ont pas de véritable influence.

Pourtant, le grand paradoxe est que List et Witte avaient raison – et Adam Smith avait tort. Car ce sont maintenant les États-Unis qui ont découvert que le modèle anglo-saxon s'est en effet révélé contre-productif.

Les États-Unis ont été contraints de tirer deux conclusions majeures : Premièrement, que le déficit budgétaire associé à l'explosion de la dette fédérale a finalement renvoyé la «*malédiction des ressources*» aux États-Unis.

En tant que «*gardien*» de la monnaie de réserve mondiale – et comme JD Vance l'a dit explicitement – cela a nécessairement fait du dollar américain la principale exportation des États-Unis. Par extension, cela signifie que la vigueur du dollar (soutenue par une demande mondiale synthétique pour la monnaie de réserve) a éviscéré l'économie réelle des États-Unis – sa base manufacturière.

C'est ce qu'on appelle le «*syndrome hollandais*», par lequel l'appréciation d'une monnaie freine le développement des secteurs productifs d'exportation et transforme la politique en un conflit à somme nulle sur les rentes de ressources.

Lors de l'audition de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale, devant le Sénat l'année dernière, Vance a demandé au président de la Fed si le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale pouvait avoir des inconvénients. Vance a établi un parallèle avec la «*malédiction des ressources*» classique, suggérant que le rôle mondial du dollar contribuait à la financiarisation au détriment de l'investissement dans l'économie réelle : le modèle anglo-saxon conduit les économies à se spécialiser à l'excès dans leur facteur abondant, qu'il s'agisse de ressources naturelles, de main-d'œuvre à bas salaire ou d'actifs financiarisés.

Le deuxième point, lié à la sécurité, un sujet sur lequel le Pentagone rabâche depuis une dizaine d'années, est que la monnaie de réserve (et par conséquent la force du dollar) a poussé de nombreuses lignes d'approvisionnement militaires américaines vers la Chine. Selon le Pentagone, il est insensé que les États-Unis dépendent des lignes d'approvisionnement chinoises pour fournir les intrants nécessaires à la fabrication des armes militaires américaines, avec lesquelles ils combattraient ensuite la Chine.

L'administration américaine a deux réponses à cette énigme : premièrement, un accord multilatéral (sur le modèle de l'accord du Plaza de 1985) visant à affaiblir la valeur du dollar (et, pari passu, à augmenter la valeur des devises des États partenaires). C'est l'option «*Accord de Mar-a-Lago*». La solution américaine consiste à forcer le reste du monde à apprécier ses devises afin d'améliorer la compétitivité des exportations américaines.

Le mécanisme permettant d'atteindre ces objectifs consiste à menacer les partenaires commerciaux et les investisseurs de droits de douane et de retrait du parapluie de sécurité américain. Autre rebondissement, le plan envisage la possibilité de réévaluer les réserves d'or américaines, une mesure qui réduirait à l'inverse la valeur du dollar, de la dette américaine et des avoirs étrangers en bons du Trésor américain.

La deuxième option est l'approche unilatérale : dans cette approche, des «frais d'utilisation» seraient imposés sur les avoirs officiels étrangers en bons du Trésor américain afin de pousser les gestionnaires de réserves à se défaire du dollar, et donc à l'affaiblir.

Eh bien, c'est évident, n'est-ce pas ? Un «*rééquilibrage*» économique américain est en cours. Poutine a raison. L'ordre économique de l'après-guerre «*a disparu*».

## **Face aux tarifs douaniers de Donald Trump, un possible rapprochement entre Pékin et New Delhi se précise 2 avr. 2025**

Alors que Donald Trump s'apprête à annoncer de nouveaux droits de douane visant plusieurs partenaires des États-Unis, la Chine propose de renforcer sa coopération économique avec l'Inde. Pékin affirme vouloir importer davantage de produits indiens, dans un contexte de tensions commerciales entre Washington et plusieurs de ses partenaires.

Ce 2 avril, Donald Trump doit annoncer une nouvelle série de droits de douane dits «réciproques», visant à *«corriger les déséquilibres»* avec les principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Le président américain entend imposer jusqu'à 25 % de taxes sur les importations venant de plus de 15 pays, dont la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Union européenne. L'objectif affiché : défendre l'industrie nationale. Mais en réalité, les mesures déclenchent un vaste désordre commercial mondial.

Dans ce contexte tendu, Pékin cherche à diversifier ses partenariats économiques. Selon The Economic Times, l'ambassadeur chinois en Inde, Xu Feihong, a déclaré que la Chine était *«disposée à importer davantage de produits indiens adaptés à son marché»*, soulignant l'importance d'*«une coopération pratique»* dans un climat de tension commerciale mondiale. Cette déclaration intervient alors que le commerce bilatéral sino-indien a atteint 101,7 milliards de dollars en 2023-2024, avec un fort déficit du côté indien.

Historiquement marquées par des différends frontaliers, les relations entre la Chine et l'Inde prennent ici un tournant économique stratégique. New Delhi, elle-même visée par les tarifs de Trump, cherche à se repositionner sur l'échiquier mondial. Le Premier ministre Modi a certes tenté de ménager Trump dans ses discours, mais il dialogue également avec Xi Jinping dans le cadre des BRICS. La plateforme, portée également par la Russie, sert de levier à une recomposition des alliances économiques mondiales.

À travers cette nouvelle guerre commerciale, ce sont surtout les piliers du système occidental qui vacillent. Les tensions internes entre Washington, Ottawa, Mexico et Bruxelles fragilisent les accords traditionnels. La presse occidentale elle-même, comme The Guardian, évoque une désunion transatlantique inédite. En parallèle, les puissances émergentes s'organisent.

La Chine, la Corée du Sud et le Japon ont tenu une réunion trilatérale pour renforcer leur libre-échange. La Russie, bien que moins visée directement, observe et renforce ses partenariats avec l'Asie et les BRICS. Ce rééquilibrage profite aux économies non-alignées, lassées des menaces américaines. Pékin utilise l'impasse actuelle pour se présenter comme acteur stable du commerce mondial, face à une Maison-Blanche qui multiplie les gestes unilatéraux.

L'avenir du commerce international pourrait donc bien évoluer à l'Est, loin de l'ancien système traditionnel.

**«Dynamique positive» - bilan de la visite de l'envoyé spécial du président russe aux États-Unis -RT 4 avr. 2025**

Lors de la série de réunions, il était question non seulement de diplomatie, mais aussi d'affaires : coopération dans l'Arctique et dans le domaine des terres rares ainsi que la reprise des liaisons aériennes entre les États-Unis et la Russie.

*«Les entreprises américaines se montrent prêtes à occuper les marchés laissés vacants en Russie par les entreprises européennes», a déclaré Kirill Dmitriev.*

*«Le dialogue entre la Russie et les États-Unis est crucial pour le monde entier»*

Lors de sa visite à Washington — la première d'un haut responsable russe aux États-Unis depuis le début du conflit en Ukraine —, Kirill Dmitriev a prôné la restauration du dialogue entre Moscou et Washington, qui a été *«complètement détruit sous l'administration Biden»*. Pour le fonctionnaire russe, il s'agit d'un processus *«complexe et progressif»* : *«La vraie compréhension de la position russe ouvre de nouvelles opportunités pour une coopération constructive, notamment dans le domaine des investissements économiques», a-t-il déclaré.*

---

**Kirill Dmitriev : «Les indicateurs de l'économie russe surpassent ceux de l'UE et du Royaume-Uni» - RT 3 mars 2025**

Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct, affirme que les indicateurs de l'économie russe surpassent ceux de l'UE et du Royaume-Uni. Sur X, il publie des données comparant PIB, chômage et dette publique, mettant en évidence la résilience de la Russie malgré les sanctions.

Taux de croissance du PIB : UE = 0,9%; Royaume-Unis = 0,8%; Russie = 4,1%

Taux de chômage : UE = 5,9%; Royaume-Unis = 4,4%; Russie = 2,3%

Dette publique, % du PIB: UE = 81,6%; Royaume-Unis = 97,2%; Russie = 14,5%